



COMMUNE DE WATERMAEL-BOITSFORT
GEMEENTE VAN WATERMAAL-BOSVOORDE

CONSEIL COMMUNAL DU 25 JUIN 2019
GEMEENTERAAD VAN 25 JUNI 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Cécile Van Hecke, *Président/Voorzitter* ;
Olivier Deleuze, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Odile Bury, Hang Nguyen, Benoît Thielemans, Jean-François de Le Hoye, Cathy Clerbaux, Marie-Noëlle Stassart, Daniel Soumillion, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Alain Wiard, Jan Verbeke, Jos Bertrand, Tristan Roberti, David Leisterh, Laurence Dehaut, Eric Godart, Gabriel Persoons, Martin Casier, Aurélie SAPA FURAH, Joëlle Van den Berg, Laura Squartini, Rachida Moukhliise, Félix Boudru, Florence Lepoivre, Laurent Van Steensel, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Tihon, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Philippe Desprez, Sandra Ferretti, Alexandre Dermine, Christine Roisin, *Conseillers/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Mme la Présidente annonce qu'il y a un point urgent à inscrire à l'ordre du jour de la séance à huis clos : absence de longue durée pour raisons personnelles d'un membre du personnel. Elle indique que le dossier est mis à la disposition des conseillers communaux.

Urgence acceptée à l'unanimité.

Mme la Présidente évoque l'interpellation citoyenne et rappelle la procédure telle que définie au ROI du Conseil communal. Elle propose de traiter le point 028 juste après le point 001 étant donné la similitude de l'objet.

Proposition acceptée à l'unanimité.

Mevrouw de Voorzitster kondigt aan dat er een dringend punt is om op de agenda van de zitting met gesloten deuren te plaatsen: afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke redenen van een personeelslid. Zij deelt mede dat het dossier ter beschikking van de gemeenteraadsleden wordt gesteld.

Urgentie met algemene stemmen aanvaard.

Mevrouw de Voorzitster vermeldt de burger interpellatie en wijst op de procedure zoals bepaald in Huisreglement van de Gemeenteraad. Zij stelt voor om punt 028 te behandelen juist na punt 001 gezien de gelijkenis van het onderwerp. Voorstel met algemene stemmen aangenomen.

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation citoyenne concernant la publicité commerciale visible dans notre commune.

Monsieur le bourgmestre,
Mesdames les échevines et conseillères communales,
Messieurs les échevins et conseillers communaux,

« Notre image est mauvaise, déclarait un publicitaire dans les années 60 ; heureusement, on ne nous connaît pas assez pour qu'elle soit exécration ».

Nous présentons cette interpellation car nous souhaitons, à l'instar de la ville de Grenoble, voir disparaître les publicités sur le territoire de WB.

Une définition de la publicité est de **« vendre n'importe quoi, à n'importe qui, par n'importe quel moyen ».**

« Vendre n'importe quoi » sous-entend vendre des produits, bien souvent des gadgets, tout à fait inutiles, et souvent frappés par l'obsolescence programmée.

Nous estimons que la publicité nous réduit au rang de consommateurs avides aux cerveaux vides. Acheter avec un cerveau vide implique d'acheter n'importe quoi, souvent sur un coup de tête, bref à acheter trop et mal.

Nous sommes tous réduits, par la publicité, au niveau de consommateurs, ...mieux, à un troupeau de consommateurs. Malheur à celui ou celle qui ne suivrait pas le mouvement : il ou elle sera, au mieux, « pas à la mode », ou encore considéré comme un réactionnaire, un primitif, quelqu'un qui refuse le « progrès », suggérant par là que toute nouveauté serait nécessairement bénéfique.

Certains, parmi les plus fragiles économiquement, seront prêts à s'endetter et donc, par là même, à accentuer leur précarité.

Se poser la question de qui achète, c'est aussi constater l'impact de la publicité sur les plus jeunes, probablement moins armés que leurs aînés face aux techniques manipulatoires du monde de la publicité. Dès le plus jeune âge, les jeunes sont appelés à consommer, désirer, convoiter.

La publicité compte arriver à ses fins par n'importe quels moyens :

Tous les moyens sont en effet bons. La publicité se targue d'un code d'éthique, mais souvent l'image de la société véhiculée par la publicité est mensongère. Elle nous fait croire à un monde où tout le monde « il est beau, il est gentil » et repose sur la séduction et la manipulation.

Autoriser la publicité c'est accepter de laisser coloniser le cerveau des enfants, des adolescents, et des adultes. Il s'agit là de la « colonisation de l'imaginaire », qui instille en nous des modes de vie, des pensées, des attitudes très discutables.

Qui, dans cette assemblée oserait louer la vision du monde qui nous est donnée à voir dans les publicités ? Sexisme, violences, préjugés, stéréotypes, racisme, jeunisme, « mincisme » et autres « ismes » sont le terreau de la publicité.

Quel sens y a-t-il à voir place Keym ou place Wiener des femmes à moitié nues vantant le dernier maillot, des 4X4 rutilantes ou encore la promotion pour le dernier vol à destination de Barcelone pour 20 €, soit près de la moitié du prix d'un AR Bruxelles Ostende en train ?

Dans un autre domaine, alors que nous assistons à une explosion des cas d'obésité infantile (20% des jeunes de moins de 16 ans sont en surcharge pondérale), n'est-il pas temps de refuser de voir dans nos rues des publicités pour des sodas, chips et tout autre produit nocif ?

Nous ne souhaitons pas que notre commune accepte la promotion de ce mode de vie insensé dans nos rues.

La publicité est également responsable d'une partie non négligeable de la pollution. De par les produits qu'elle vante, et fait acheter, la consommation de ces produits, leur production, le traitement des déchets engendrés. Tout cela a un coût énorme pour notre environnement.

La pollution est également visuelle. Ce n'est pas sans raison que l'on parle de matraquage publicitaire. Dans un monde où, principalement en milieu urbain, nous sommes constamment et malgré nous sollicités, nous avons besoin tant que faire se peut de réduire ces agressions permanentes de l'esprit. La pollution visuelle se couple également de plus en plus à une pollution lumineuse. Celle-ci a des effets sur les rythmes biologiques de l'homme, mais aussi sur ceux des animaux, des insectes, et notamment des insectes pollinisateurs qui tendent à désertir les lieux illuminés. Ceci devrait nous alarmer grandement à l'heure où les abeilles, si précieuses pour tout l'écosystème, sont en train de disparaître.

La publicité et son « matraquage » est le bras armé du capitalisme dont un des buts est de nous faire consommer sans fin. Consommer, produire et polluer. Tout cela, en fin de compte, détruit l'environnement, la planète, l'écosystème, nos vies !

Bien sûr, nous imaginons les objections...

Tout d'abord, nous savons que la publicité constitue un apport financier pour la commune. Cependant, nous avons eu l'occasion de nous pencher sur le budget 2018 et il semble prévu un apport de 273 000€, via les postes « panneaux publicitaires fixes » et « diffusion publicitaire », ce qui est négligeable au vu du volume des recettes communales et de l'important boni prévu au terme de l'exercice (22 000 000€).

Ensuite, vient la question de l'emploi. Nous la balayerons assez rapidement, convaincus que certains ordres de priorité doivent être complètement revus. Ainsi, supprimer de notre paysage un phénomène nocif par essence et rejeté par une grande partie de la population aura peut-être un impact sur l'emploi, certes. Mais cela revient à mettre l'emploi au centre de nos vies, au centre de nos sociétés, alors qu'il n'est qu'un moyen de vivre. La situation de notre planète réclame que celle-ci soit mise au centre de nos préoccupations. Consommer moins, consommer mieux, sauver les abeilles aujourd'hui est probablement plus important que créer certains emplois.

D'aucun avanceront la nécessité de la publicité pour faire connaître les produits. N'ayons pas peur : il existe encore bien d'autres voies pour nous faire découvrir les délices de la consommation à outrance.

Aujourd'hui, nous devons mettre un terme à cette course à la consommation. Supprimons la publicité sur notre territoire et espérons que notre commune devienne un exemple dans notre région, dans notre pays.

Réponse de Mme Odile BURY

« Madame, je vous remercie pour votre interpellation.

La publicité peut amener certains travers qui doivent être évités en particulier à une heure qui appelle urgemment à mesurer nos prélèvements sur les ressources et nos impacts sur les écosystèmes.

En région bruxelloise, la présence de publicité dans l'espace public est cadrée par le Règlement Régional d'Urbanisme qui détermine leurs formats et leurs localisations possibles.

Celui-ci prévoit en outre des zones interdites à la publicité. À Watermael-Boitsfort, ces zones sont par exemple l'avenue de la Foresterie, l'avenue Delleur, la chaussée de La Hulpe, le boulevard du Souverain ou la rue de l'Élan. C'est sur la base de l'ancêtre de ce règlement que la Commune a pu dans les années 80 faire la chasse aux panneaux publicitaires géants le long des voiries ou sur les façades. Vous remarquerez qu'ils sont absents à Watermael-Boitsfort.

Au-delà de ces zones d'interdiction prévues par le RRU, le PPAS de Wiener interdit la publicité via une disposition générale. Aussi, des arrêtés de classement interdisent la publicité notamment dans les cités-jardins à l'exception des arrêts de bus.

Suite à cela, la publicité est très peu présente à Watermael-Boitsfort. Il en subsiste néanmoins via :

- les arrêts de bus ;
- les panneaux liés à Villo! ;
- les panneaux Clear Channel ;
- les panneaux publicitaires type immobilier/chantier ;
- la distribution de « toutes-boîtes » ;
- la distribution de cartes plastifiées publicitaires sur les voitures.
- certaines publications communales

Il convient également de faire la distinction entre la publicité commerciale et les informations de type culturelles ou associatives.

Dans votre interpellation, vous évoquez un boni de 22 millions au terme de l'exercice 2018. Il s'agit – je tiens à le préciser – d'un boni cumulé avec les exercices précédents et cette somme est une réserve nécessaire tant en termes de trésorerie que de prévoyance pour l'avenir.

En ce qui concerne la publicité, vous citez le montant de 273 000 € sur le budget 2018. Ce montant correspond aux articles suivant :

040/364-23 : Taxe sur les panneaux publicitaires – 153.000 €

Cette taxe concerne les affichages de tous les panneaux publicitaires (y compris les panneaux des agences immobilières présents sur les biens à vendre ou en location, panneaux de chantiers). Le but de cette taxe est de diminuer le nombre de panneaux et leur durée au minimum requis (durée de la vente ou durée du chantier).

040/364-24 : Taxe diffusion publicitaire – 120.000 €

Cette taxe concerne les toutes-boîtes commerciaux.

Pour ce qui est des affichages type « immobiliers » et « chantier », cette taxe a rapporté à la commune 93.631 € en 2018 pour 127.000 € prévus au budget 2018. Le fait que le montant soit plus faible indique que cette taxe porte ses fruits. Nous ne prévoyons pas de mesures d'interdiction liées à ce type d'affichage, si ce n'est la taxe actuelle qui tend à limiter ce type d'affichage.

La distribution de toutes-boîtes fait l'objet d'une taxe qui a rapporté 105.000 € en 2018 pour une prévision de 120.000 €. Chaque habitant est libre d'apposer un autocollant « stop pub » sur sa boîte aux lettres et a la possibilité de déposer une plainte auprès de Bruxelles Environnement en cas de non-respect. De nombreux habitants l'ont déjà apposé sur leur boîte aux lettres. La Commune va promouvoir une nouvelle fois cette possibilité dans le périodique communal 1170.

Ces deux postes budgétaires ont donc rapporté un total de 198.631 €.

Pour ce qui est de la publicité aux arrêts de bus, elle est spécifiquement prévue dans le RRU, y compris dans les zones interdites. C'est la STIB qui est titulaire de la convention avec la firme JC Decaux. Cette convention prévoit la prise en charge du mobilier urbain lié aux arrêts de bus. Il n'y a pas de latitude communale en cette matière si ce n'est que la Commune prenne en charge l'installation des arrêts de bus et le mobilier urbain associé ce qui n'est pas envisageable pour des raisons budgétaires et de personnel nécessaires à l'entretien et à la gestion de ce mobilier, ...

Pour ce qui est de la publicité via Villo!, elle dépend d'une convention tripartite Région-JC Decaux-

Commune, courant jusqu'en 2025. Si la Commune y mettait fin de manière unilatérale, cela impliquerait de supprimer les stations Villo! à Watermael-Boitsfort et de payer la moins-value à la firme JCDecaux.

Lorsque Tristan Roberti était échevin de l'Urbanisme, la Commune a refusé l'installation de grands panneaux de 10m² le long de l'avenue de la Foresterie demandés par JC Decaux en contrepartie de l'installation de Villo! sur le square des Archiducs.

Plus récemment, la firme JC Decaux a obtenu un permis de la Région pour transformer l'affichage classique lié à Villo! par des panneaux digitaux. La Commune s'y est opposée par voie de recours. À cette occasion nous avons demandé les statistiques d'utilisation de Villo! à Watermael-Boitsfort pour évaluer la perte de service que la rupture de convention engendrerait pour les habitants. Dans le cadre de ce dossier, nous sommes en contact avec d'autres communes afin d'agir de manière concertée auprès de la Région.

Du point de vue strictement financier, ces 2 conventions avec la firme JC Decaux rapportent à la commune 20.666 € pour 41 abribus, 3 mupi, 7 unités urbaines + Villo! triphasés

Pour ce qui est des panneaux Clear Channel, ils sont au nombre de 12 et dépendent d'une convention communale passée en 2011 pour 10 ans. Ces panneaux sont actuellement pour leur partie la moins visible, utilisés pour la promotion de messages communaux. Du point de vue strictement financier, cette convention rapporte 6.126 € à la Commune. Au terme de cette convention, nous examinerons les possibilités qui s'offrent à nous sous les différents points de vue.

Pour ce qui est de la distribution de cartes plastifiées publicitaires sur les voitures, nous avons voté lors du Conseil communal de mai une motion visant à lutter contre le plastique à usage unique interdisant cette pratique.

Pour ce qui est du périodique communal *1170*, le choix a été fait par le passé de le financer en partie via de la publicité. Une large réflexion autour des publications communales (impacts environnementaux, présence de publicité, pertinence du canal toutes-boîtes...) est en cours.

Pour citer Baudrillard, « la publicité est une parole prophétique dans la mesure où elle ne donne pas à comprendre ni à apprendre mais à espérer ». Pour un monde où « être » ne rime pas avec « consommer », à nous tous de créer d'autres espérances. »

Mme Johanna CLABOTS : «on vissait surtout les panneaux publicitaires. Ce qui me frappe dans la réponse, c'est l'abondance de chiffres, qui montre bien que c'est l'économie qui nous mène. Si ça rapporte, c'est bon. Vous faites un catalogue de tout ce qui a été fait, on s'attendait à une réponse à nos questions sous forme d'un plan de ce qui pouvait être fait. Donc, nous sommes déçus. ».

Mr Martin CASIER : une réponse factuelle et des chiffres néglige les enjeux de cette problématique, une telle interpellation appelle une réponse de principe. Vu les montants en jeu, la commune pourrait se permettre d'aller plus loin. Les quelques panneaux qui subsistent sont ceux qui se voient le plus. Cela représente 0,5 % du budget communal. Concernant les cartes plastifiées publicitaires, nous avons adopté une motion mais c'est symbolique, il faudra des actes concrets. On aurait enfin souhaité pouvoir ouvrir un débat sur ce sujet par exemple via un groupe de travail.

Mme Laura SQUARTINI : Défi est également demandeur d'une discussion globale sur le sujet.

Intervention de Mme Laurence DEHAUT

« Bonjour et merci pour votre interpellation.

Peut-être vous souvenez-vous que notre groupe avait inscrit la suppression de la publicité dans l'espace

publique géré par la commune dans son programme lors des dernières élections communales. C'est vous dire si votre interpellation a trouvé chez nous une oreille bienveillante.

Vous l'avez très justement relevé, cette publicité, omniprésente dans notre espace public et plus largement dans tous les aspects de notre vie, même si elle peut être utile en termes de communication, vend un modèle de société responsable d'atteintes graves à l'environnement, au climat et à la biodiversité. Elle alimente aussi souvent des rapports sociaux sexistes et racistes. Des problématiques allant de la malbouffe avec toutes ses conséquences sanitaires pour la population, à l'obsolescence programmée en passant par le surendettement touchant, comme vous l'avez souligné, en priorité les personnes les plus précarisées, trouvent en elle une alliée de premier choix. Et toutes ces problématiques sont des préoccupations majeures et de toujours du parti Ecolo. Comment dès lors ne pas vous rejoindre dans votre souhait de voir la publicité disparaître des rues de notre commune ?

De plus, au-delà des effets néfastes qu'elle induit, j'ajouterai que le sujet de la publicité mérite une réflexion plus large. Il est par exemple légitime de se demander s'il est éthique d'introduire par son biais des relations marchandes dans un espace qui est par définition le premier lieu de la citoyenneté ou de soumettre la population à une influence largement inconsciente, un conditionnement dont les neurosciences ont déjà démontré qu'il s'impose aux individus sans qu'ils ou elles puissent exercer leur libre-arbitre? On peut aussi s'interroger sur la cohérence pour des pouvoirs publics d'alimenter leurs caisses par un moyen qui incite à la surconsommation de manière générale mais donc également de produits dont ils tentent, dans le même temps, de limiter l'usage ? Et se demander enfin s'il est acceptable qu'un pouvoir public participe ainsi au commerce de parts de cerveaux de celles et ceux qu'il représente.

Bien sûr, les pressions du monde économique sont énormes pour l'imposer, sans qu'un débat ait lieu dans la société à son sujet. C'est que remettre en cause ce que vous avez défini dans votre interpellation comme « le bras armé du capitalisme » implique de changer de modèle économique et finalement de modèle de société. Mais à l'heure où des milliers de jeunes, inquiets du futur que nous sommes en train de leur construire, nous alertent bruyamment sur un nécessaire changement, n'est-il pas temps de résister à ces pressions et de leur proposer un modèle économique et social différent, réaliste en ça qu'il ne s'appuiera pas sur un modèle de croissance infinie dans un monde aux ressources limitées, un modèle qui protégera leur environnement par des modes de production et de consommation différents, qui sera socialement juste, dans lequel l'être prendra le pas sur l'avoir et dans lequel, finalement, ils et elles verront la possibilité de se projeter?

Bien sûr, la commune n'a pas la possibilité de supprimer la publicité de l'espace public qu'elle ne gère pas et dont la gestion relève d'autres niveaux de compétence. Je pense aux publicités liées aux stations Villo! et à celles liées aux abribus de la STIB. Mais notre groupe relatera et soutiendra ces revendications que nous partageons avec vous auprès des niveaux qui gèrent effectivement ces matières.

Pour ce qui est des espaces gérés par la commune, bien sûr, nous ne sommes pas seuls dans la majorité et nous respectons les équilibres démocratiques qui ont été permis par le choix des électeurs et des électrices. Nous invitons cependant le collège à prendre toutes les mesures possibles pour limiter l'impact de ce type de publicité et soutiendrons toutes les décisions qui pourront être prises en ce sens ».

Intervention de Mr Gabriel PERSOONS

« Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs,

Mes chers collègues,

Vous l'avez dit vous-même, votre interpellation repose sur UNE définition de la publicité.

Une définition qui procède d'une simplification intellectuelle.

Une définition qui est dans l'air du temps.

Il existe pourtant d'autres définitions de la publicité :

- Annonce, encart, film, etc., conçus pour faire connaître et vanter un produit, un service, etc. : Passer une publicité à la télévision. (LAROUSSE)
- La publicité est une forme de [communication](#) de masse, dont le but est de fixer l'attention d'une [cible](#) visée ([consommateur](#), utilisateur, usager, électeur, etc.) afin de l'inciter à adopter un comportement souhaité : achat d'un produit, élection d'une personnalité politique, incitation à l'économie d'énergie, etc. (WIKIPEDIA)

Pourquoi choisir systématiquement les formules les plus simples ?

Bien sûr je pourrais vous dire que la publicité constitue des recettes pour la commune et nous pourrions débattre de la manière de compenser ce manque à gagner.

Bien sûr on pourrait échanger sur le sort de toutes les personnes dont l'emploi dépend directement ou indirectement de la publicité. Mais cela ne vous intéresse absolument pas.

Je crois par contre qu'il est important de rappeler que la publicité est au croisement de deux libertés fondamentales : la liberté de commerce, et la liberté d'expression.

La publicité, c'est aussi une information qui est donnée aux citoyens, qui doivent rester libres et responsables de leurs décisions.

Certes la publicité incite parfois les citoyens à acheter des produits dont ils n'ont pas besoin. Mais est-ce la publicité le réel problème ?

Certes certains produits dont l'obsolescence est programmée par leur fabricant font l'objet de campagnes publicitaires. Est-ce là encore la publicité qui est en question ?

Ne doit-on pas faire l'effort d'aller plus loin ?

Pourquoi jeter le bébé avec l'eau du bain ?

La publicité sert aussi à faire la promotion de produits de qualité, d'offres culturelles, d'activités accessibles à des personnes aux revenus modestes, d'offres d'emplois, de transports plus propres, de potagers collectifs ?

La publicité en ligne permet l'accès gratuit à des plateformes musicales ou à des sites d'informations.

Dans notre commune, la publicité permet de financer une partie de nos services publics.

La question de l'interdiction des campagnes visant à promouvoir des produits nocifs pour la santé de nos concitoyens ou qui nuisent à l'environnement doit pouvoir être débattue.

Mais nous refusons d'entraîner ce débat sur le terrain d'une interdiction pure et simple au nom d'une idéologie radicale.

Dans notre société la publicité prend un nombre de formes tel qu'on ne peut même pas les recenser, d'autant plus à l'heure des réseaux sociaux.

Votre interpellation repose sur UNE définition de la publicité.

Sans doute la plus simpliste et la plus caricaturale.

A une époque où toutes les idées se valent, il est plus que jamais utile de s'opposer avec fermeté à ce type de procédés populistes.

Mme Clabots demande à nouveau la parole.

Mr Deleuze rappelle les règles fixées par le ROI du Conseil, qui ne le permet pas.

Burgerinterpellatie met betrekking de zichtbare commerciële reclame in onze gemeente.

Mijnheer de Burgemeester,

Dames Schepenen en gemeenteraadsleden,

Heren Schepenen en gemeenteraadsleden,

« Wij hebben een slecht imago, verklaarde een reclameagent in de jaren 60; gelukkig kent men ons niet voldoende opdat het afschuwelijk zou zijn ».

Wij stellen deze interpellatie voor want wij wensen, net als de stad Grenoble, de reclame zien verdwijnen op het grondgebied van WB.

Een definitie van reclame is **« om het even wat, aan eender wie, door eender welk middel te verkopen ».**

« Om het even wat verkopen » houdt in producten verkopen, vaak gadgets, volkomen nutteloos, en vaak getroffen door de geprogrammeerde economische veroudering.

Wij zijn van mening dat de reclame ons reduceert tot de rang van gretige leeghoofdige verbruikers. Kopen met een leeg hoofd impliceert om het even wat te kopen, vaak op een ingeving, kortom om te veel en slecht te kopen.

Wij worden allemaal, door de reclame gereduceerd tot het verbruikers niveau,... beter nog, tot verbruikers kudde. Wee hij of zij die de beweging niet zou volgen: hij of zij zal, zal in het beste geval, « niet modieus » zijn, of nog aangezien als een reactionair, een primitief, iemand die de « vooruitgang » weigert, zo suggererend dat elke nieuwigheid noodzakelijkerwijs heilzaam zou zijn.

Sommige, onder de economisch breekbaarste, zullen bereid zijn om zich in de schulden te steken, daarbij zelf, tot hun onzekerheid te accentueren.

Zich de vraag stellen van wie koopt, is eveneens het effect van de reclame op de jongste vaststellen, waarschijnlijk minder gewapend dan de ouderen tegenover de manipulatieve technieken van de reclame wereld. Vanaf de jongste leeftijd, verwacht men van de jongeren te consumeren, verlangen en begeren.

De reclame wil zijn doeleinden door om het even welke middelen bereiken:

Alle middelen zijn immers goed. De reclame is trots op een code van ethiek, maar vaak is het imago van het bedrijf die door de reclame wordt overgebracht, leugenachtig. Zij laat ons geloven in een wereld waar iedereen « mooi is, aardig is » en berust op verleiding en manipulatie.

Reclame toestaan is het ermee instemmen om de hersenen van kinderen, adolescenten, en volwassenen te laten koloniseren. Dat gaat over de « kolonisatie van de verbeelding », die in ons levensstijlen indruppelt, gedachten, zeer betwistbare houdingen.

Wie, in deze vergadering zou de visie van de wereld durven loven die ons in de reclame te zien wordt gegeven? Seksisme, geweld, vooroordelen, stereotypen, racisme, jeugdigheid, « slankheid » en andere « hypes » zijn de potgrond van de reclame.

Welke zin heeft het om op de Keym plaats of Wiener plaats halfnaakte vrouwen het allerlaatste badpak te laten loven, fonkelende 4X4 of nog de promotie voor de laatste vlucht naar Barcelona voor 20€, d.w.z bijna de helft van de prijs van een retour Brussel Oostende met de trein?

In een ander domein, terwijl wij kijken naar een explosie van gevallen van kinderobesitas (20% van de jongeren van minder dan 16 jaar lijdt aan overgewicht), is het geen tijd om te weigeren in onze straten reclame voor frisdranken, chips en om het even welk ander schadelijk product te zien?

Wij achten het niet wenselijk dat onze gemeente de promotie van deze waanzinnige levensstijl in onze straten aanvaardt.

Reclame is eveneens verantwoordelijk voor een niet- onbelangrijk deel van de milieu vervuiling. Door de producten die zij looft, en doet kopen, de consumptie van deze producten, hun productie, de verwerking van de veroorzaakte afval. Dat alles heeft enorme kosten voor ons milieu.

De milieuverontreiniging is eveneens visueel. Het is niet zonder reden die men over publicitair inhammen spreekt. In een wereld, hoofdzakelijk in stadsmilieu, waar wij voortdurend en ondanks alles in verleiding worden gebracht, hebben wij behoefte zo goed als mogelijk om deze permanente agressies van de geest te verminderen. De visuele milieuvervuiling koppelt zich eveneens steeds meer aan een lichtgevende milieuverontreiniging. Deze heeft gevolgen voor de biologische ritmes van de mens, maar ook voor die van de dieren, de insecten, en vooral van de bestuif insecten die ernaar streven de verlichte plaatsen te verlaten. Dit zou ons moeten ernstig alarmeren op een moment waar de honingbijen, zo kostbaar voor het heel ecosysteem, bezig zijn te verdwijnen.

De reclame en zijn « inhammen » zijn de gewapende arm van het kapitalisme waarvan een van de doelen is ons eindeloos te doen consumeren. Verbruiken, produceren en verontreinigen. Dat alles, tenslotte, vernietigt het milieu, de planeet, het ecosysteem, onze levens!

Natuurlijk, denken wij aan de bezwaren...

Allereerst weten wij dat de reclame een financiële inbreng voor de gemeente vormt. Nochtans hebben wij de gelegenheid gehad om ons over de begroting 2018 te buigen en lijkt een inbreng van 273.000€, voorzien via de posten « vaste publicitaire panelen » en « publicitaire verspreiding », wat onbelangrijk is gezien het volume van de gemeente inkomsten en van de aanzienlijke voorziene boni na afloop van de oefening (22 000 000€).??

Vervolgens komt de kwestie van de werkgelegenheid. Wij zullen deze vrij snel verjagen, overtuigd dat bepaalde niveaus van prioriteit volledig herzien moeten worden. Aldus, het afschaffen in ons landschap van in wezen een schadelijk verschijnsel en verworpen door een groot deel van de bevolking zal misschien effect op de werkgelegenheid hebben, weliswaar. Maar dat komt neer op de werkgelegenheid in het midden van onze levens te zetten, in het midden van onze maatschappijen, terwijl het slechts een middel is om te leven. De situatie van onze planeet eist dat deze in het midden van onze bezorgdheid wordt gezet. Minder verbruiken, beter verbruiken, de honingbijen redden vandaag is waarschijnlijk belangrijker dan bepaalde arbeidsplaatsen scheppen.

Sommige zullen de noodzaak van de reclame willen vooruitschuiven om producten bekend te maken. We moeten niet bang zijn: er bestaan nog veel andere wegen om ons de vreugden van het overconsumptie te laten ontdekken.

Vandaag moeten wij een einde stellen aan deze race voor het verbruik. Laat ons de reclame op ons grondgebied afschaffen en hopen dat onze gemeente een voorbeeld in ons gebied, en in ons land wordt.

Antwoord van Mevrouw Odile BURY

« Mevrouw, bedank ik u voor uw interpellatie.

De reclame kan sommige nadelen meebrengen die moeten vermeden worden in het bijzonder in een tijd dat dringend oproept om ons gebruik van hulpbronnen en ons effect op de ecosystemen te beperken.

In de Brusselse regio, wordt de aanwezigheid van reclame in de openbare ruimte bepaald door de Regionale Urbanisme Regeling die hun formaten en hun mogelijke locaties bepaalt.

Deze voorziet o.a. verboden zones voor reclame. In Watermaal-Bosvoorde, zijn deze zones bijvoorbeeld

de Vorsterielaan, de Delleurlaan, de Terhulpensesteenweg, de Vorstlaan of de Eland straat. Het is op basis van de voorvaders van dit reglement dat de Gemeente in de jaren 80 de jacht aan de reusachtige publicitaire panelen heeft kunnen uitvoeren langs de wegennetten of op de gevels. U zult opmerken dat zij afwezig zijn in Watermaal-Bosvoorde.

Buiten deze zones van verbod voorzien door GSV, verbiedt het BBP van Wiener publiciteit via een algemene beschikking. Daarom verbieden indelingsbesluiten publiciteit met o.a. in de Tuinwijken met uitzondering voor de bushaltes.

Ten gevolge daarvan, is de reclame zeer weinig aanwezig in Watermaal-Bosvoorde. Er blijft er niettemin bestaan via:

- de bushaltes;
- de panelen in verband met Villo! ;
- de panelen Clear Chanel;
- de publicitaire panelen type vastgoed/bouwwerf;
- de huis aan huis verdeling
- de verdeling van plastic publicitaire kaarten op auto's.-bepaalde gemeente publicaties

Het is eveneens nodig om het onderscheid te maken tussen de commerciële reclame en de culturele of associatieve informatie types.

In uw interpellatie, vermeldt u een boni van 22 miljoen na afloop van het begrotingsjaar 2018. Het gaat om - ik sta erop om te verduidelijken - een boni gecumuleerd met de vorige oefeningen en dit bedrag is een vereiste reserve zowel met betrekking tot thesaurie als van voorzorg voor de toekomst.

Wat de reclame betreft, citeert u het bedrag van 273.000 € op de begroting 2018. Dit bedrag stemt overeen met de volgende artikelen:

040/364-23: Belasting op de publicitaire panelen - 153.000 €

Deze belasting betreft de affiches van alle publicitaire panelen (met inbegrip van de panelen van de immobiliën maatschappijen op de goederen te koop of te huur, werfpanelen). Het doel van deze belasting is het aantal panelen en hun duur tot het vereiste minimum te verminderen (duur van de verkoop of duur van de bouwwerf).

040/364-24: Belasting publicitaire verspreiding - 120.000 €

Deze belasting betreft de commerciële huis aan huis reclame.

Voor wat betreft de affiches type « immobiliën » en « bouwwerf », heeft deze belasting aan de gemeente 93.631 € opgebracht in 2018 voor 127.000 € voorzien op de begroting 2018. Het feit dat het bedrag geringer is toont aan dat deze belasting resultaat oplevert. Wij voorzien geen verbod maatregelen in verband met dit soort affiches, buiten de huidige belasting die ernaar streeft om dit soort affiches te beperken.

De uitdeling van huis aan huis is het onderwerp van een belasting die 105.000 € opbracht in 2018 voor een prognose van 120.000 €. Elke inwoner is vrij een sticker « stop pub » op zijn brievenbus aan te brengen en heeft de mogelijkheid om een klacht in te dienen bij Brussel Milieu in geval van niet-naleving. Talrijke inwoners hebben hem al aangebracht op hun brievenbus. De Gemeente zal deze mogelijkheid nogmaals bevorderen in de gemeenteperiodiek 1170.

Deze twee budgettaire posten hebben dus een totaal van 198.631 € opgebracht.

Wat de reclame aan de bushaltes betreft, is zij specifiek voorzien in GSV, ook in de verboden zones. Het is MIVB die titularis van de overeenkomst met de onderneming JC Decaux is. Deze overeenkomst voorziet in het ten laste nemen van het stadsmeubilair in verband met de bushaltes. Er is geen plaats voor de gemeente op dit gebied, of slechts als de Gemeente de installatie van de bushaltes en het bijhorende

stadsmeubilair voor zijn rekening neemt, wat niet denkbaar is wegens budgettaire redenen en van personeel noodzakelijk voor het onderhoud en het beleid van dit meubilair,...

Wat de reclame via Villo! betreft, zij hangt af van een tripartiete overeenkomst Regio-JC Decaux-Gemeente, tot in 2025. Moest de Gemeente op eenzijdige wijze er een eind aan maken, zou dat impliceren de Villo! stations af te schaffen in Watermaal-Bosvoorde en om het waardeverlies aan de onderneming JCDecaux te betalen.

Toen Tristan Roberti Schepen van Stedenbouwkunde was, heeft de Gemeente de installatie van grote panelen van 10m² langs de Vorsterielaan geweigerd, gevraagd door JC Decaux waar de installatie van Villo! op de square van de Aartshertogen tegenover stond.

Nog recenter heeft de onderneming JC Decaux een vergunning van de Regio verkregen om de klassieke Villo! display te veranderen voor digitale panelen. De Gemeente heeft zich via beroep verzet. Bij deze gelegenheid hebben wij de gebruik statistieken van Villo! gevraagd in Watermaal-Bosvoorde om het verlies van dienst te evalueren dat de overeenkomst breuk voor de inwoners zou veroorzaken. In verband met dit dossier, zijn wij in contact met andere gemeenten teneinde op gecoördineerde wijze te handelen bij de Regio.

Uit strikt financieel oogpunt, brengen deze 2 overeenkomsten met de onderneming JC Decaux aan de gemeente 20.666 € op voor 41 bushokjes, 3 mupi, 7 stadseenheden + Villo! triphasés

Voor wat de panelen Clear Chanel betreft, bestaat hun aantal uit 12 stuks en maken deel uit van een gemeente overeenkomst gesloten in 2011 voor 10 jaar. Deze panelen zijn momenteel gedeeltelijk het minst zichtbaar, gebruikt voor de promotie van gemeenteberichten. Uit strikt financieel oogpunt, brengt deze overeenkomst 6.126 € op aan de Gemeente. Na afloop van deze overeenkomst, zullen wij de mogelijkheden onderzoeken die zich over de verschillende standpunten aan ons aanbieden.

Tegen de verdeling van geplastificeerde publiciteit kaarten op de auto's, heeft de Gemeenteraad in mei een motie aangenomen het wegwerpplastic te bestrijden en deze praktijk te verbieden.

Wat de gemeenteperiodiek *1170* betreft, werd de keus destijds gemaakt om het gedeeltelijk te financieren via reclame. Een brede discussie rond de gemeentepublicaties (milieu effecten, reclame aanwezigheid, toepasselijkheid van het huis-aan-huis kanaal ...) is gaande.

Om Baudrillard te citeren, « de reclame is een profetisch woord in zoverre het niet doet begrijpen noch aanleren maar doet hopen ». Voor een wereld waar « zijn » niet rijmt met « verbruiken » aan ons allen om andere verwachtingen te creëren. »

Mevrouw Johanna CLABOTS: « men beoogde vooral de publiciteit panelen. Wat me opvalt in het antwoord, is de overvloed van cijfers, die aantoon dat de economie ons leidt. Als het opbrengt, is het goed. U maakt een catalogus van alles dat werd gedaan, men verwachtte een antwoord op onze vragen onder vorm van een plan van wat gedaan kon worden. Dus zij wij teleurgesteld ».

De Heer Martin CASIER: een feitelijk antwoord en cijfers verwaarloost de inzet van de problematiek, een dergelijke interpellatie vraagt een principe antwoord. Gezien de bedragen in het spel, zou de gemeente zich kunnen veroorloven om verder te gaan. De paar panelen die overblijven zijn deze die het meest in het zicht vallen. Dat vertegenwoordigt 0,5% van de gemeentebegroting. Betreffende de plastic publicitaire kaarten, hebben wij een motie goedgekeurd maar het is symbolisch, men zal concrete handelingen nodig hebben. Men had tenslotte een debat willen openen over dit onderwerp bijvoorbeeld via een werkgroep.

Mevr Laura SQUARTINI: Défi is eveneens vragende partij voor een globaal debat over het onderwerp.

Misschien herinnert u zich dat onze groep de afschaffing van de reclame in de openbare ruimte beheerd door de gemeente had ingeschreven in zijn programma bij de laatste gemeente verkiezingen. Wij willen u zeggen dat uw interpellatie bij ons een welwillend oor heeft gevonden.

U hebt het zeer juist gezegd, deze reclame, alomtegenwoordig in onze openbare ruimte en meer in alle opzichten van ons leven, zelfs wanneer zij nuttig kan zijn met betrekking tot mededelingen, verkoopt een model van maatschappij verantwoordelijk voor ernstige aanslagen op het milieu, op het klimaat en op de biodiversiteit. Zij voedt eveneens vaak sociale seksistische en racistische relaties. Problematieken die gaan van slechte voeding met al zijn gezondheidsgevolgen voor de bevolking, tot de geprogrammeerde economische veroudering via de overmatige schuldenlast, zoals u het hebt onderstreept, prioritair vinden de meest kwetsbare in haar een geallieerde van eerste keus. En al deze problematieken zijn de grote bezorgdheden en van alle tijden van de partij Ecolo. Waarom u dan niet verenigen in uw wens om de reclame te zien verdwijnen uit de straten van onze gemeente?

Te meer, dat boven de schadelijke gevolgen die zij meebrengt, ik eraan zal toevoegen dat het reclame onderwerp een bredere discussie waard is. Het is bijvoorbeeld legitiem zich af te vragen of het ethisch is door zijn toedoen handelsrelaties te introduceren in een ruimte die per definitie de eerste ruimte van het burgerschap is of van zijn bevolking te onderwerpen aan een in grote mate onbewuste invloed, een conditionering waarvan de neurowetenschappen al hebben uitgewezen dat ze zich opdringt aan personen zonder dat zij hun eigen wil kunnen uitoefenen? Men kan zich eveneens vragen stellen over de coherentie van de overheden om hun kassa's te spijsen door een middel dat aanspoort tot de overconsumptie op algemene wijze maar ook eveneens van producten waarvan zij tegelijkertijd proberen het gebruik te beperken? En zich tenslotte afvragen of het aanvaardbaar is dat een overheid aldus deelneemt aan de handel van mensen hun hersendelen die ze vertegenwoordigt.

Natuurlijk, is de druk van de economische wereld enorm om het op te leggen, zonder dat een debat over zijn onderwerp plaatsvindt in de maatschappij. Het is dat discussiëren over wat u in uw interpellatie hebt bepaald als « de sterke arm van het kapitalisme » impliceert om van economisch model en tenslotte van model van maatschappij te veranderen. Maar op het ogenblik dat duizenden jongeren, bezorgd voor de toekomst dat wij voor hen opbouwen, ons met veel lawaai waarschuwen voor een noodzakelijke verandering, is het dan geen tijd om zich tegen deze druk te verzetten en hun een verschillend economisch en sociaal model voor te stellen, realistisch in wat hij niet zal steunen op een model van oneindige groei in een wereld met beperkte hulpbronnen, een model dat hun milieu zal beschermen door verschillende productie en verbruik manieren, die sociaal rechtvaardig zullen zijn, waarin het *zijn* voorrang zal op het *hebben* en waarin, tenslotte, zij de mogelijkheid zullen zien om zich te projecteren?

Natuurlijk heeft de gemeente de mogelijkheid niet om de reclame in de openbare ruimte af te schaffen die zij niet beheert en waarvan het beleid onder andere niveau's van bevoegdheid valt. Ik denk aan de reclame in verband met de stations Villo! en aan deze in verband met de MIVB bushokjes. Maar onze groep zal deze eisen doorgeven en ondersteunen die wij met u delen bij de niveau's die werkelijk deze materie beheren.

Voor de ruimtes, die door de gemeente worden beheerd, natuurlijk, zijn wij niet alleen in de meerderheid en wij eerbiedigen de democratische evenwichten die door de keus van de kiezers werden gemaakt. Nochtans nodigen wij het College uit, alle mogelijke maatregelen te nemen om het effect van dit soort reclame te beperken en zullen alle beslissingen ondersteunen die in deze richting zullen kunnen genomen worden ».

Tussenkomst van de Heer Gabriel PERSOONS

« Mevrouw de Voorzitster,

Dames en Heren,

Zeer geachte collega's,

U zelf hebt het gezegd, uw interpellatie berust op EEN definitie van de reclame.

Een definitie die uit een intellectuele vereenvoudiging voortkomt.

Een definitie afkomstig uit de tijdgeest.

Er bestaan nochtans andere definities van de reclame:

- Aankondiging, bijlage, film, enz., ontworpen om een product, een dienst te laten kennen en bevorderen, enz...: Een reclame tonen op TV. (LAROUSSE)
- De reclame is een vorm van [massacommunicatie](#), waarvan het doel is de aandacht van een beoogd [doelwit](#) te bepalen ([consument](#), gebruikers, kiezer, enz.) teneinde hem ertoe aan te zetten om een gewenst gedrag aan te nemen: aankoop van een product, verkiezing van een politieke persoonlijkheid, aansporing tot de energiebesparing, enz. (WIKIPEDIA)

Waarom systematisch de eenvoudigste formules kiezen?

Natuurlijk zou ik u kunnen zeggen dat de reclame inkomsten voor de gemeente vormt en wij zouden kunnen bespreken op welke manier deze winstderving te compenseren.

Natuurlijk zou men kunnen spreken over het lot van alle personen van wie de werkgelegenheid direct of indirect van de reclame afhangt. Maar dat interesseert u absoluut niet .

Ik geloof echter dat het belangrijk is om eraan te herinneren dat de reclame het kruispunt is van twee fundamentele vrijheden: de vrijheid van handel, en de vrijheid van woord.

De reclame, is het eveneens een informatie die aan de burgers wordt gegeven, die vrij en verantwoordelijk voor hun beslissingen moeten blijven.

Weliswaar de reclame zet soms de burgers ertoe aan om producten te kopen waaraan zij geen behoefte hebben. Maar is de reclame het reële probleem?

Weliswaar sommige producten waarvan de economische veroudering is geprogrammeerd door hun fabrikant zijn onderwerp van publiciteitscampagnes. Is het daar nog de reclame die in vraag is?

Moet men de inspanning niet doen om verder te gaan?

Waarom het kind weggooien met het badwater?

De reclame dient ook om promotie te maken voor producten van kwaliteit, cultureel aanbod, activiteiten toegankelijk voor personen met bescheiden inkomsten, werkaanbiedingen, van meer net vervoer, van collectieve moestuinen?

De online reclame geeft gratis toegang tot muzikale platformen of sites van informatie.

In onze gemeente, laat de reclame het toe om een deel onze openbare diensten te financieren.

De kwestie van het verbod van campagnes die schadelijke producten voor de gezondheid van onze medeburgers promoten of die het milieu benadelen moet kunnen besproken worden.

Maar wij weigeren om dit debat te voeren met tot gevolg van een zuiver en eenvoudig verbod namens een radicale ideologie.

In onze samenleving neemt de reclame een aantal vormen aan van dien aard dat men ze zelf niet kan tellen, des te meer in deze tijden van sociale netwerken.

Uw interpellatie berust op EEN definitie van de reclame.

Waarschijnlijk de meest eenvoudige en de meest karikaturale.

In een tijdperk waar alle ideeën elkaar waard zijn, is het meer dan ooit nuttig om zich vastberaden tegen dit soort populistische procedures te verzetten.

Mevrouw Clabots vraagt opnieuw het woord.

Dhr Deleuze wijst op de regels bepaald door het huisreglement van de Raad, die het niet toelaat.

2 **Interpellation de Mme Florence LEPOIVRE concernant l'affichage de publicités commerciales sur les panneaux électoraux.**

Ma question s'inscrit par hasard dans le cadre de l'interpellation citoyenne du premier point de notre Conseil communal.

Depuis le soir ou le lendemain des élections, la plupart des panneaux électoraux placés par la commune ont été recouverts de publicité commerciale, entre autres et principalement des publicités pour Fanta. De nombreux citoyens se sont émus, à juste titre, de ces publicités, qui constituent une pollution visuelle, y compris l'un des conseillers communaux de la majorité, qui a interpellé la firme Fanta.

Ces publicités ont été collées au-dessus des affiches de tous les partis politiques, à l'exception des affiches d'Ecolo.

Mes questions sont les suivantes :

- Pourriez-vous me confirmer qu'il est illégal de coller des publicités sur les panneaux électoraux mis à la disposition des partis dans le cadre des élections ?
- Pourriez-vous, si la réponse est positive, me dire quelles démarches ont été effectuées par la commune vis-à-vis de ces firmes qui ont apposé ces publicités ?
- Pourriez-vous m'indiquer pourquoi les panneaux électoraux ont été maintenus jusqu'au 17 juin pour certains (et plus tard pour d'autres) ? Ne faudrait-il pas démonter ces panneaux plus rapidement ?
- Seriez-vous prêt à réfléchir à un système de panneaux grillagés, comme on le trouve dans beaucoup d'autres communes bruxelloises, pour éviter d'une part le surcollage pendant la campagne et d'autre part le collage de publicités après celle-ci ?

Je vous remercie de vos réponses.

Réponse de Mr Olivier DELEUZE

« Merci, Madame la Présidente,

Merci Madame la Conseillère pour votre interpellation.

Comme vous le soulignez, votre question rejoint l'interpellation citoyenne ce début de soirée à laquelle ma collègue, Odile Bury, a répondu.

Suite aux dernières élections, comme nous en avons pris l'habitude, nous avons choisi de laisser les panneaux électoraux en place quelques semaines afin de les laisser à disposition pour annoncer des activités culturelles, sociales ou sportives à l'image de ce qui se fait sur les panneaux fixes que la commune a mis en place spécialement pour ceci.

Or, dès la clôture des bureaux de votes le 26 mai dernier, les panneaux électoraux se sont vus tapisser, entre autres, de publicités pour la marque Fanta (faisant partie de coca-cola). Nous soulignons également que les panneaux fixes communaux spécifiquement prévus aux annonces culturelles l'ont également été....

La situation n'est pas passée inaperçue au niveau communal. Les affiches sont à plusieurs niveaux illégales : affiche à caractère publicitaire, aucune autorisation, aucune mention d'éditeur responsable n'y figure.

Nous ne sommes pas la seule commune à avoir connu. La société Fanta n'a pas lancé sa campagne publicitaire au hasard vu qu'elle appelait aux votes pour le choix de produits spécifiques, acte prémédité,

donc.

Pour répondre plus méthodiquement à vos questions, je les reprends une à une :

Il est interdit, d'une manière générale, de faire de l'affichage quel qu'il soit, sur l'espace public, et les panneaux électoraux font partie de l'espace public. Comme cela est prévu et décrit par les dispositions relatives à l'affichage du règlement général de police administrative (Section 10 : affichage – Art ; 29 §2). Mais cette dérogation ne concerne pas les panneaux électoraux, donc les affiches annonçant des activités culturelles, sociales ou sportives, ne peuvent pas non plus être apposées sur les panneaux électoraux sans autorisation. Cela n'avait posé aucun problème lors des élections précédentes parce qu'aucune publicité à caractère commercial n'avait été mise sur les panneaux électoraux, et nous n'avions, bien entendu, pas sanctionné les afficheurs culturels.

Si nous avions mis une amende à la société Coca Cola, pour affichages sur les panneaux électoraux, nous aurions également dû mettre une amende aux afficheurs culturels.

Nous allons donc modifier le RGP et ajouter que la dérogation prévue plus haut vaut également pour les panneaux électoraux une fois les bureaux de vote fermés.

En ce qui concerne les démarches effectuées par la commune, un agent communal assermenté a constaté officiellement le 05 juin dernier et dressé un procès-verbal le 13 juin, pour la présence des affiches publicitaires « Fanta » collées sur les panneaux fixes destinés aux activités culturelles ; il n'a pas relevé en tant que telle l'infraction sur les panneaux électoraux, pour les raisons expliquées plus haut. Un recommandé a été, suite à ce procès-verbal, envoyé par le fonctionnaire sanctionnateur le 18 juin pour infliger une amende de 350 euros.

En ce qui concerne le maintien des panneaux électoraux après les élections, comme expliqué précédemment, suite aux dernières élections, comme nous en avons pris l'habitude, nous avons choisi de laisser les panneaux électoraux en place quelques semaines afin de les laisser à disposition pour annoncer des activités culturelles, sociales ou sportives à l'image de ce qui se fait sur les panneaux fixes que la commune a mis en place spécialement pour ceci.

En ce qui concerne le système de panneaux grillagés, nous n'y sommes pas favorables, nous trouvons que la campagne s'est déroulée de manière correcte sans sur-collage et que chaque liste doit avoir la possibilité de coller sur la surface qui lui est réservée les têtes de ses candidats ou tout autre message à un rythme et suivant une méthode qui lui est propre. Désormais nous enlèverons les panneaux plus rapidement.

Mme Florence Lepoivre : « Si je comprends bien la réponse donnée si on utilise les panneaux électoraux pour un affichage culturel, sportif et informatif, c'est illégal. Il me semble important de revoir le règlement pour légaliser cet affichage. N'y-a-t-il pas un manque d'espace pour ces affichages ? Pourquoi ne pas réfléchir à une extension du nombre de panneaux d'information communale ? Je n'aime pas davantage les panneaux grillagés que vous mais je constate que dans d'autres communes ces grillages ne posent pas de problèmes quant au renouvellement des affiches. Pour l'instant, il n'y a pas de sur-collage à Boitsfort mais je ne suis pas convaincue que cela sera toujours le cas. Je trouve qu'il faut en discuter et réfléchir ».

Mr Olivier DELEUZE : « Nous ne réprimerons pas avant que la faute ne soit commise ».

Mr Martin CASIER : « Juste une autre proposition de modification du règlement : imposer 250 euros d'amendes à Coca-Cola n'est-il pas un peu dérisoire ? Ne peut-on revoir les montants des amendes ? ».

Interpellatie van Mw Florence LEPOIVRE betreffende de aanplakking van reclameaffiches op de verkiezingsborden.

Mijn vraag sluit toevallig aan bij de burgerlijke interpellatie van het eerste punt van de dagorde van onze gemeenteraad.

Sinds de avond of de dag na de verkiezingen zijn de meeste van de door de gemeente geplaatste verkiezingsborden bedekt met commerciële reclame, waaronder en vooral reclame voor Fanta. Veel burgers zijn terecht ontroerd door deze advertenties, die een visuele vervuiling vormen, waaronder een van de gemeenteraadsleden van de meerderheid, die de firma Fanta ondervraagd heeft.

Deze advertenties werden aangebracht op de affiches van alle politieke partijen, uitgezonderd die van

Ecolo.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Kunt u mij bevestigen dat het illegaal is om advertenties te plaatsen op de verkiezingsborden die tijdens de verkiezingen aan partijen ter beschikking worden gesteld?
- Kunt u, als het antwoord ja is, mij vertellen welke stappen de gemeente heeft ondernomen ten aanzien van de bedrijven die deze advertenties hebben geplaatst?
- Kunt u mij vertellen waarom sommige verkiezingsborden tot 17 juni (en later voor anderen) zijn gehandhaafd? Moeten deze panelen niet sneller ontmanteld worden?
- Zou u bereid zijn om een systeem van panelen beschermd door een raster te overwegen, zoals in veel andere Brusselse gemeenten, om te vermijden dat er tijdens de campagne overgeplakt wordt en dat er na de campagne advertenties worden geplakt?

Dank u voor uw antwoorden.

Antwoord van de Heer Olivier DELEUZE

« Bedankt, Mevrouw de Voorzitster,

Bedankt Mevrouw de Raadsvrouw voor uw interpellatie.

Zoals u het onderstreept, uw vraag vervoegt de burger interpellatie in begin van de avond waarop mijn collega, Odile Bury, heeft geantwoord.

Ten gevolge van de laatste verkiezingen, zoals wij de gewoonte ervan hebben aangenomen, hebben wij gekozen om de verkiezingspanelen enkele weken te laten staan teneinde ze ter beschikking te laten om culturele, sociale of sport activiteiten aan te kondigen naar het voorbeeld van wat er gedaan wordt op de vaste panelen dat de gemeente speciaal voor dit doel heeft opgesteld.

Maar vanaf de sluiting van de stemlokalen op 26 mei laatstleden, werden de verkiezingspanelen beplakt, onder meer, met reclame voor het merk Fanta (groep Coca-Cola). Wij benadrukken eveneens dat de vaste gemeentepanelen specifiek voorzien voor de culturele aankondigingen het eveneens.... zijn geweest

De situatie is niet onopgemerkt voorbijgegaan op gemeenteniveau. De aanplakbiljetten zijn op verschillende niveau's onwettelijk: aanplakbiljet van publicitaire aard, geen enkele vergunning, geen enkele vermelding van verantwoordelijke uitgever komt erop voor.

Wij zijn niet de enige gemeente die het meegemaakt heeft. De firma Fanta heeft haar publiciteit campagne niet willekeurig gelanceerd gezien ze de stemming vroeg voor de keus van specifieke producten, beraamde handeling, dus.

Om meer systematisch op uw vragen te antwoorden, herneem ik ze een na een:

Het is verboden, over het algemeen, aanplakkingen te doen eender welke, op de openbare ruimte, en de verkiezingspanelen maken deel uit van de openbare ruimte. Zoals dat is voorzien en beschreven in de beschikkingen betreffende de aanplakkingen in de algemene regeling van administratieve politie (Sectie 10 affichering– Art ; 29 §2).

Maar deze derogatie betreft niet de verkiezingspanelen, dus de aanplakbiljetten die culturele, sociale activiteiten aankondigen of sport, kunnen evenmin zonder vergunning op de verkiezingspanelen aangebracht worden. Dat had geen enkel probleem gevormd bij de vorige verkiezingen omdat geen enkele reclame van commerciële aard op de verkiezingspanelen werd aangebracht, en wij hadden, natuurlijk, de culturele aanplakkers niet bestraft.

Als wij een boete hadden uitgeschreven aan de Coca-cola vennootschap, voor afficheren op de verkiezingspanelen, hadden wij een boete aan de culturele aanplakkers moeten geven.

Wij gaan dus APR wijzigen en eraan toevoegen dat de voorziene derogatie hierboven ook van kracht is voor de verkiezingspanelen eens de stemlokalen gesloten.

Wat de stappen betreft die door de gemeente worden ondernomen, heeft een beëdigde gemeenteagent officieel op 05 juni laatstleden een PV opgesteld op 13 juni, voor de aanwezigheid van de « Fanta » publicitaire aanplakbiljetten op de vaste panelen bestemd voor de culturele activiteiten; hij heeft niet als

zodanig de overtreding op de verkiezingspanelen vastgesteld, wegens de hierboven uitgelegde redenen. Een aangetekende brief werd, als gevolg van deze PV, door de bestraffende ambtenaar op 18 juni verzonden om een boete van 350 euro op te leggen.

Wat de handhaving van de verkiezingspanelen betreft na de verkiezingen, zoals tevoren uitgelegd, ten gevolge van de laatste verkiezingen, zoals wij de gewoonte ervan hebben aangenomen, hebben wij verkozen om de verkiezingspanelen enkele weken te laten bestaan teneinde ze ter beschikking te laten om culturele, sociale of sport activiteiten aan te kondigen naar het voorbeeld van wat zich doet op de vaste panelen dat de gemeente speciaal daarvoor heeft opgesteld.

Wat het systeem van panelen voorzien van traliewerk betreft, staan wij er niet gunstig tegenover, wij vinden dat de campagne op juiste wijze zonder overplakken heeft plaatsgevonden en dat elke lijst de mogelijkheid moet hebben om op de oppervlakte te plakken die hem de hoofden van zijn kandidaten of om het even welk ander bericht aan een ritme en volgens een methode is gereserveerd die hem eigen is. Voortaan zullen wij de panelen sneller wegnemen.

Mevrouw Florence Lepoivre: « Als ik het gegeven antwoord goed begrijp als men de verkiezings- panelen gebruikt voor een cultureel, sport- en informatieve aanplakking, is het onwettelijk. Het lijkt me belangrijk om de regeling te herzien om deze aanplakking te legaliseren. Is er geen gebrek aan plaats voor deze aanplakkingen? Waarom niet nadenken over een uitbreiding van het aantal informatie panelen in de gemeente ? Ik houd niet meer van panelen voorzien van traliewerk dan u maar ik stel vast dat in andere gemeenten dit traliewerk geen problemen oplevert wat betreft de vernieuwing van de aanplakbiljetten. Momenteel is er geen overplakken in Bosvoorde maar ik ben niet overtuigd dat dat altijd het geval zal zijn. Ik vind dat men hierover moet discussiëren en nadenken ».

De Heer Olivier DELEUZE: « Wij zullen niet beteugelen voordat de fout wordt begaan ».

De Heer Martin CASIER : « Juist een ander wijzigingsvoorstel van de regeling: 250 euro boete aan Coca-Cola opleggen, is dat niet een beetje belachelijk? Kan men de bedragen van de boetes niet herzien? ».

3 **Approbation du Registre des séances du 07-05-2019 et du 21-05-2019**

PV du 07/05 – Abstention du groupe PS

PV du 21/05 – approuvé

Le Conseil approuve le registre de la séance du 07/05/2019 par 22 voix pour et 3 abstentions et à l'unanimité le registre de la séance du 21/05/2019 sous réserve de quelques modifications.

25 votants : 25 votes positifs.

Goedkeuring van het Register van de zittingen van 07-05-2019 en 21-05-2019

PV van 07/05 - Onthouding van de groep PS

PV van 21/05 - terugwerkend effect tot 01/11/2018 en niet tot 01/11/2019

De Raad keurt de notulen van de gemeenteraadzitting van 07/05/2019 met 22 voorr-stemmen en 3 onthoudingen en met eenparigheid van stemmen de notulen van de gemeenteraadzitting van 21/05/2019 onder voorbehoud van enkele wijzigingen goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

4 **Marchés publics (du 13/05/2019 au 03/06/2019) - Communication au Conseil des délibérations prises par le Collège en vertu des articles 234 §3 et 234bis de la Nouvelle Loi Communale.**

Le Conseil communal,

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'Arrêté royal du 22 juin 2017 ;

Vu les articles 234 §3 et 234bis de la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, tels que modifiés par les ordonnances du 17 juillet 2003, du 09 mars 2006, du 11 juillet 2013 et du 27 juillet 2017 ;

Sur proposition du Collège ;

DECIDE

De prendre pour information les délibérations du Collège relatives à des marchés publics, prises en application des articles 234 §3 et 234bis de la Nouvelle Loi Communale, énumérées ci-après :

Collège du 13/05/2019

Service	Objet
Aménagement du territoire	Elaboration du Plan Particulier d'Affectation du Sol Zone 11 Archiducs - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Article : 930/747-60 – Montant estimé : 100.000,00 euros TVAC - Budget : 2019. Approbation.

Collège du 20/05/2019

Service	Objet
Travaux publics	Crèche "Les Roitelets" - Compartimentage de 2 monte-charges – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC – Article : 84402/724-60 – Montant estimé : 33.000,00 euros TVAC – Montant de la désignation : 29.887,00 euros TVAC – Montant à engager : 32.875,70 euros TVAC – Budget : 2019.
Travaux publics	Ecole Karrenberg - conciergerie - Achat d'une hotte – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC – Article : 7221/744-98 – Montant estimé : 85,00 euros TVAC – Montant de la désignation : 84,07 euros euros TVAC – Montant à engager : 85,00 euros TVAC – Budget : 2019.

Collège du 27/05/2019

Service	Objet

Informatique	Acquisition d'une pointeuse supplémentaire pour installation dans le bâtiment situé 13 place Andrée Payfa-Fosséprez hébergeant les services des Amendes administratives et des Gardiens de la paix, raccordement de la pointeuse au réseau local, configuration du matériel dans l'application « Persée » et e-Rh et maintenance – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché – Application des articles 234 §4 al.1 et 236 de la NLC – Article : 30002/742-53 – Montant à engager : 3.500,00 € euros TVAC – Article : 131/123-13 (maintenance annuelle) – Montant à engager : 284,35 € TVAC – Budget : 2019.
Travaux publics	Achat d'une échelle spécifique pour les versants de toiture – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC – Article : 138/744-51 – Montant estimé : 1.600,00 euros TVAC – Montant de la désignation : 1.548,80 euros TVAC – Montant à engager : 1.600,00 euros TVAC – Budget : 2019.
Travaux publics	Déforçement de compteurs électriques (Cèdres, Crèche Roitelets, Académie des Beaux-Arts) – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC – Articles : 7221/724-60 (750,00 euros TVAC) - 7342/724-60 (750,00 euros TVAC) et 84402/724-60 (750,00 euros TVAC) – Montant total estimé : 2.250,00 euros TVAC – Montant total de la désignation : 2.194,20 euros TVAC – Montant à engager : 2.250,00 euros TVAC – Budget : 2019.

Collège du 03/06/2019

Service	Objet
Enseignement	Installation d'un module multiple à l'école de la Roseraie – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC – Article : 7210/725-60 – Montant estimé : 20.000,00 euros TVAC – Montant de la désignation : 19.999,02 euros TVAC – Montant à engager : 20.000,00 euros TVAC – Budget : 2019.
Travaux publics	Ecole Karrenberg - conciergerie - Achat d'une hotte – Marché public de faible montant – Approbation de la procédure de passation et de l'attribution du marché et annulation de la délibération du 20 mai 2019 – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC – Article : 7221/744-98 – Montant estimé : 85,00 euros TVAC – Montant de la désignation : 84,07 euros euros TVAC – Montant à engager : 85,00 euros TVAC – Budget : 2019.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten (van 13/05/2019 tot en met 03/06/2019) - Mededeling aan de Gemeenteraad van de besluiten genomen door het College krachtens artikelen 234 §3 en 234bis van de Nieuwe Gemeentewet.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid het Koninklijk Besluit van 22 juni 2017 ;
 Gelet op artikelen 234 §3 en 234bis van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, zoals gewijzigd bij de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006, 11 juli 2013 en 27 juli 2017 ;
 Op voorstel van het Schepencollege ;

BESLIST

De volgende beraadslagingen van het College, betreffende overheidsopdrachten, genomen bij toepassing van artikelen 234 §3 en 234bis van de Nieuwe Gemeentewet voor kennisneming aan te nemen, zoals hieronder opgesteld :

College van 13/05/2019

Dienst	Onderwerp
Ruimtelijke ordening	Uitwerking van het Bijzonder Bestemmingsplan Zone 11 Aatshertogen - Toepassing van artikel 234 §3 van de NGW – Artikel : 930/747-60 – Geraamd bedrag : 80.000,00 euros B.T.W. inbegrepen – Budget : 2019 - Goedkeuring.

College van 20/05/2019

Dienst	Onderwerp
Openbare Werken	Kinderkribbe "Les Roitelets" - Compartimentering van 2 goederenliften – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de NGW – Artikel : 84402/724-60 – Geraamd bedrag : 33.000,00 euros B.T.W. inbegrepen – Gunningsbedrag : 29.887,00 euros B.T.W. inbegrepen – Bedrag vast te leggen : 32.875,70 euros B.T.W. inbegrepen – Budget : 2019.
Openbare Werken	School Karrenberg - conciërgewoning - Aankoop van een damkap – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de NGW – Artikel : 7221/744-98 – Geraamd bedrag : 85,00 euros B.T.W. inbegrepen – Gunningsbedrag : 84,07 euros B.T.W. inbegrepen – Bedrag vast te leggen : 85,00 euros B.T.W. inbegrepen – Budget : 2019.

College van 27/05/2019

Dienst	Onderwerp
Informatica	Aankoop van een in- en uitcheckenapparaat (voor het gebouw 13 Andrée Payfa-Fosséprezplaats – diensten administratieve boetes en gemeenschapswacht - verbinding aan het netwerk, configuratie van “Persee en e-Rh software” en onderhoud) - Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht – Toepassing van artikel 234 §4 al.1 en 236 van de NGW - Budget: 2019 Artikel : 30002/742-53 - Bedrag vast te leggen : 3.500 euros B.T.W. inbegrepen – Artikel 131/123-13 (jaarlijkse onderhoud) - Bedrag vast te leggen : 284,35 € BTW inbegrepen – Begroting : 2019.

Openbare Werken	Aankoop van een ladder voor hellende daken – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de NGW – Artikel : 138/744-51 – Geraamd bedrag : 1.600,00 euros B.T.W. inbegrepen – Gunningsbedrag : 1.548,80 euros B.T.W. inbegrepen – Bedrag vast te leggen : 1.600,00 euros B.T.W. inbegrepen – Budget : 2019.
Openbare Werken	Vermindering van het vermogen van elektrische tellers("Cèdres", Kinderkribbe Roitelets, Academie voor schone kunsten) – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de NGW – Artikel : 7221/724-60 (750,00 euros met BTW) - 7342/724-60 (750,00 euros met BTW) en 84402/724-60 (750,00 euros met BTW) – Geraamd bedrag : 2.250,00 euros B.T.W. inbegrepen – Gunningsbedrag : 2.194,20 euros B.T.W. inbegrepen – Bedrag vast te leggen : 2.250,00 euros B.T.W. inbegrepen – Budget : 2019.

College van 03/06/2019

Dienst	Onderwerp
Onderwijs	Installatie van een multifunctioneel speeltuig in de school 'Roseraie' – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de NGW – Artikel: 7210/725-60 – Geraamd bedrag: 20.000,00 euros B.T.W. inbegrepen – Gunningsbedrag: 19.999,02 euros B.T.W. inbegrepen – Bedrag vast te leggen: 20.000,00 euros B.T.W. inbegrepen – Budget: 2019.
Openbare Werken	School Karrenberg - conciëgebewoning - Aankoop van een damkap – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht en annulatie van het uitreksel van de 20 mei 2019 – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de NGW – Artikel : 7221/744-98 – Geraamd bedrag : 85,00 euros B.T.W. inbegrepen – Gunningsbedrag : 84,07 euros B.T.W. inbegrepen – Bedrag vast te leggen : 85,00 euros B.T.W. inbegrepen – Budget : 2019.

De Raad neemt kennis.

CE du 13/05 – PPAS Archiducs : Mr Alain WIARD demande si un subside régional est prévu et si la décision du CE a été précise sous réserve de l'octroi de celui-ci. Madame Stassart indique que le subside n'est pas inscrit pour l'instant au budget 2019, qu'il est probable que la commune l'obtienne dans la suite de la procédure. Mr Jean-François DE LE HOYE confirme la clause suspensive de la décision d'octroi du subside et la prévision au budget 2019 d'un subside d'un montant de 90.000 euros.

CE du 13/05 – PPAS Archiducs : Mr Casier demande s'il y a des modifications en ce qui concerne le processus de la participation suite aux nombreuses interpellations sur le sujet (participation à plusieurs niveaux par exemple).

Mme STASSART répond qu'ils ont décalé la procédure parce qu'il n'y avait pas assez d'éléments dans le cahier des charges pour nourrir une participation cohérente et active. Le cahier des charges a été modifié suivant 3 axes : modification du budget, ajout à l'équipe pluridisciplinaire un conseiller en communication et en participation (cotation de 20 points/100 – ajout obligatoire). La coimmune espère pouvoir désigner le bureau d'étude pour le mois de septembre 2019. Trois bureaux d'étude ont annoncé qu'ils remettraient

une offre.

CE du 03/06 : Mr Godard s'interroge sur le module de jeu multiple installé à l'école de la Roseraie.

Mme Nguyen indique qu'il s'agit d'un module du même type que celui de la plaine de jeux qui jouxte la Maison communale et qu'elle lui enverra le détail.

Het SC van 13/05 - BBP Aartshertogen: Dhr Alain WIARD vraagt of een regionale subsidie voorzien is en of de beslissing van het SC precies is geweest onder voorbehoud van de toekenning ervan. Mevrouw Stassart deelt mede dat de subsidie momenteel niet in de begroting 2019 is genomen, dat het waarschijnlijk is dat de gemeente ze verkrijgt later in de procedure. Dhr Jean-François DE LE HOYE bevestigt de opschortende clausule van de toekenningsbeslissing van de subsidie en de prognose op de begroting 2019 van een subsidie voor een bedrag van 90.000 euro.

Het SC van 13/05 - BBP Aartshertogen: De Heer Casier vraagt of er wijzigingen zijn wat betreft het proces van de participatie ten gevolge van de talrijke interpellaties over het onderwerp (participatie op verschillende niveau's bijvoorbeeld).

Mevrouw STASSART antwoordt dat zij de procedure hebben verschoven omdat er niet genoeg elementen in het lastenboek waren om een coherente en actieve participatie te stimuleren. Het lastenboek werd gewijzigd volgens 3 hoofdlijnen: wijziging van de begroting, toevoeging aan het multidisciplinaire team een adviseur in communicatie en in deelname (notering van 20 punten/100 - verplichte toevoeging). De gemeente hoopt het studiebureau voor september 2019 te kunnen aanwijzen. Drie studiebureaus hebben aangekondigd dat zij een offerte zouden overhandigen.

Het SC van 03/06: De Heer Godard stelt zich vragen over het multispel module dat op de school la Roseraie wordt geplaatst.

Mevrouw Nguyen deelt mede dat het om een module van hetzelfde soort gaat dan die van het speelplein grenzend aan het Gemeentehuis en dat zij hem het detail zal verzenden.

5 **Rapport sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics - Art. 7**
Ordonnance du 14 décembre 2017 - Année 2018 - Information

Le Conseil approuve le rapport sur la transparence.

25 votants : 25 votes positifs.

Verslag over transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de openbare mandatarissen - Art. 7
Ordonnancie van 14 december 2017 - Jaar 2018 - Informatie

De Raad keurt het verslag over transparantie goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Mr Bertrand s'interroge sur la procédure car il a été interrogé à plusieurs reprises pour fournir les mêmes renseignements. Il se demande si ce n'est pas beaucoup plus facile pour le secrétariat communal de fournir ces renseignements. Il indique que les conseillers ne peuvent fournir certains renseignements avant qu'ils ne soient en possession de la fiche fiscale. Mr Bertrand n'a aucun problème avec la transparence mais voudrait une procédure claire.

Mr TIHON indique que toutes les informations connues par le secrétariat communal ont été renseignées dans le rapport par le secrétariat communal (jetons de présence, présences aux commissions, au conseil, présence au collège). Toutes les informations demandées aux conseillers communaux via les chefs de groupe concernent les présences dans les intercommunales, dans certaines associations, participations aux réunions, informations non connues par le secrétariat. Une demande a été faite en direct aux conseillers et un rappel via les chefs de groupe.

Mr Martin CASIER suggère qu'à l'avenir, les asbls para-communales fournissent elles-mêmes les

informations au secrétariat communal qui centraliserait celles-ci (nombre de réunions).

De Heer Bertrand stelt zich vragen over de procedure want hij werd herhaaldelijk ondervraagd om dezelfde inlichtingen te verstrekken. Hij vraagt zich af of het niet veel gemakkelijker is voor het gemeentesecretariaat om deze inlichtingen te verstrekken. Hij deelt mede dat de raadsleden bepaalde inlichtingen niet kunnen verstrekken voordat zij in het bezit van de fiscale fiche zijn. Dhr Bertrand heeft geen enkel probleem met de transparantie maar zou een duidelijke procedure willen.

Dhr TIHON deelt mede dat alle gekende informatie door het gemeentesecretariaat in het verslag werd vermeld door het gemeentesecretariaat (aanwezigheidspenningen, aanwezigheid op de Raad, op de commissies, aanwezigheid op het College). Alle informatie gevraagd aan de leden via de groep hoofden, betreffen de aanwezigheid in intercommunales, in bepaalde verenigingen, deelname aan de vergaderingen, niet gekende informatie door het secretariaat. Een verzoek werd rechtstreeks gedaan aan de raadsleden en een oproep via de groep hoofden.

De Heer Martin CASIER stelt voor dat in de toekomst, de para-gemeente VZW's zelf de inlichtingen aan het gemeente secretariaat verstrekken dat deze zou centraliseren (aantal vergaderingen).

6 **Commission relative à l'ouverture du bulletin communal à l'opposition – Désignation des membres.-
report du 21/05/2019**

Le Conseil communal,

Vu l'article 112 alinéa 6 de la NLC et l'art. 61 du ROI adopté par le Conseil communal du 2 avril 2019 ;

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation des membres de ladite commission ;

Considérant que cette commission doit réunir un représentant de chaque groupe politique démocratique représenté au Conseil communal ;

Vu les candidatures proposées;

Par ces motifs,

DESIGNE

Pour ECOLO : Mr Tristan ROBERTI

Pour DéFI : Mr Alexandre DERMINE

Pour le MR/GM : Mr Gabriel PERSOONS

Pour le PS-SPa-Cause commune : Mr Martin CASIER

Pour Génération Humaniste : Mr Alain WIARD

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Commissie inzake de toegang van het gemeentelijk blad aan de oppositie - Aanduiding van de leden.- uitstel van 21/05/2019

De Gemeenteraad,

Gelet op art. 112 lid 6 van de NGW en art. 61 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad aangenomen door de Gemeenteraad dd 2/04/2019 ;

Overwegende dat de leden van deze commissie moeten worden aangeduid ;

Overwegende dat deze commissie moet worden samengesteld uit één vertegenwoordiger van elke democratische politieke fractie die in de gemeenteraad is vertegenwoordigd ;

Gezien de voorgestelde kandidaturen ;

Om die redenen ;

DUIT AAN :

Voor ECOLO : de heer Tristan ROBERTI

Voor DéFI : de heer Alexandre DERMINE
Voor MR/GM : de heer Gabriel PERSOONS
Voor PS-SPa-Cause commune : de heer Martin CASIER
Voor Génération Humaniste : de heer Alain WIARD

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Monsieur Olivier DELEUZE rappelle la procédure et déclare que suite au conseil précédent, il a sollicité l'avis de Brulocalis concernant la composition de la commission et l'accès de la majorité à la tribune politique. D'une part cette commission doit être composée d'un représentant par groupe politique et d'autre part que sa seule et unique mission est de remettre annuellement au conseil communal un rapport relatif au respect de l'art. 12 alinéa 6 de la NLC. D'après Brulocalis, l'esprit de la loi est d'assurer à l'opposition l'accès à la tribune politique. La loi ne mentionne rien en ce qui concerne l'accès de la tribune politique à la majorité. Mr DELEUZE a analysé la situation dans les autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale, seules 9 communes bxl permettent à l'opposition de s'exprimer et parmi ces 9 communes, 8 communes permettent également l'accès de la tribune à la majorité. En ce qui concerne l'évolution du bulletin communal, Monsieur DELEUZE indique que le bulletin communal tend vers une dépersonnalisation.

Monsieur Eric GODARD : «Moi, je m'en tiens toujours à la position prise au sein du groupe Défi, la ratio legis de cette loi était de réserver une tribune à l'opposition, ce qui me paraît tout à fait logique vu le libellé de l'article ».

Monsieur Eric GODARD demande si la modification de la composition de la commission relative au bulletin communal n'entraîne pas une modification du ROI du Conseil.

Monsieur le Bourgmestre mentionne l'article 61 du ROI du Conseil (désignation d'au minimum un représentant par parti politique). Il déclare que la commune de Watermael-Boitsfort est clairement dans les communes les plus vertueuses en la matière mais qu'il se méfie de la pureté.

Mijnheer Olivier DELEUZE wijst op de procedure en verklaart dat ten gevolge van de vorige Raad, hij het advies van Brulocalis heeft gevraagd betreffende de samenstelling van de commissie en de toegang van de meerderheid tot de politieke tribune. Enerzijds moet deze commissie samengesteld zijn uit een vertegenwoordiger per politieke groep en anderzijds dat zijn enige en uitsluitende taak is aan de gemeenteraad een verslag jaarlijks te overhandigen betreffende de naleving van het Art. 12 alinea 6 van NGW. Volgens Brulocalis, is de bedoeling van de wet de oppositie de toegang tot de politieke tribune te garanderen. De wet vermeldt nergens iets over de toegang van de politieke tribune betreffende de meerderheid. De Heer DELEUZE heeft de situatie in de andere gemeenten van de Regio Brussel-Hoofdstad geanalyseerd, alléén 9 Brusselse gemeenten laten aan de oppositie toe om zich uit te spreken en onder deze 9 gemeenten, laten eveneens 8 gemeenten de toegang tot de tribune toe aan de meerderheid. Wat de evolutie van het gemeentebulletin betreft, deelt de Heer DELEUZE mede dat het gemeentebulletin naar een depersonalisatie neigt.

Mijnheer Eric GODARD: « Ik, houd me altijd aan het standpunt dat binnen de groep Défi wordt ingenomen, de ratio legis van deze wet was een tribune te reserveren voor de oppositie, wat me volkomen logisch lijkt gezien de formulering van het artikel ».

Mijnheer Eric GODARD vraagt of de wijziging van de samenstelling van de commissie betreffende het gemeentebulletin geen wijziging van het HR van de Raad tot gevolg heeft.

Mijnheer de Burgemeester vermeldt artikel 61 van het HR van de Raad (aanduiding van minstens een vertegenwoordiger per politieke partij). Hij verklaart dat de gemeente Watermaal-Bosvoorde duidelijk een van de meest deugdzzaamste gemeenten is op dit gebied maar dat hij de zuiverheid wantrouwt.

7 **Approbation de la convention de parrainage entre l'administration communale de Watermael-Boitsfort et l'UCLouvain et l'ULB relative à un projet de recherche portant sur la gouvernance du futur.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du collège échevinal du 18/02/2019 concernant la participation de l'administration communale en tant que « parrain institutionnel » à plusieurs projets Innoviris de type « anticipate » portant sur la gouvernance du futur;

Vu le projet « LoIUsE- Laboratory on Landschape, Urbanism, Infrastructures and Ecologies » porté par l'UCLouvain et l'ULB et sélectionné par la Région ;

Vu la convention de parrainage entre la commune et l'UCLouvain et l'ULB ;

Sur proposition du Collège Echevinal;

DECIDE

Approuve la convention de parrainage ci-jointe entre la commune et l'UCLouvain et l'ULB relative au projet LoIUsE.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 24 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Alain Wiard.

Goedkeuring van de peterschapsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Watermaal-Bosvoorde en de "UCLouvain " en "ULB" betreffende een onderzoeksproject over het bestuur van de toekomst..

De gemeenteraad,

Gezien de beslissing van het schepencollege van 18/02/2019 betreffende de deelname van het gemeentebestuur als "institutionele peter" aan verschillende Innoviris-projecten van het type "anticiperen" met betrekking tot het bestuur van de toekomst;

Rekening houdend met het project "LoIUsE - Laboratory on Landschape, Urbanism, Infrastructure and Ecologies" onder leiding van de UCLouvain en de ULB, dat door het Gewest werd geselecteerd;

Gezien de peterschapsovereenkomst tussen de gemeente en de UCLouvain en de ULB;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLUITEN

keurt de peterschapsovereenkomst tussen de gemeente en de UCLouvain en de ULB met betrekking tot het LoIUsE-project in bijlage goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 24 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Alain Wiard.

Monsieur Alain WIARD fait remarquer que la convention ne dit rien sur son objet si ce n'est dans l'intitulé et les annexes et que la terminologie est étonnante (« parrain ? »).

Mme Odile BURY répond qu'il s'agit d'une convention de partenariat qui n'a pas d'autre implication pour la commune que la participation d'elle-même et d'autres personnes au sein de la commune à une recherche (réunions). Il y a des annexes qui expliquent le projet et qui sont rattachées à la convention qui expliquent qu'il s'agit d'une étude sur la gestion des flux (eau, déchets organiques, déchets de bâtiments) à laquelle la commune va participer.

Mr Martin CASIER indique qu'ils ont fini par trouver l'information en épluchant les différentes annexes mais trouve le titre assez peu compréhensif. Il partage l'intervention de Mr Wiard, à savoir, qu'il est un

peu particulier que la convention n'indique pas l'objet de la convention, du moins les objectifs
Mme Odile BURY indique que dans le cadre de ce type de projets, la commune reçoit des conventions qui sont des conventions-types présentées à tous les acteurs et je pense que les autres communes ont signé le même type de convention, sans doute sans qu'aucun d'entre les participants n'ont fait de remarques de ce type-là.

Mr Martin CASIER : Le collège va-t-il informer le conseil des résultats ? Comment cela va-t-il être intégré dans le processus démocratique de la commune ? »

Mme Odile BURY transmettra la demande à Innovaris.

Mijnheer Alain WIARD merkt op dat de overeenkomst niets zegt over zijn onderwerp, alléén in het opschrift en de bijlagen en dat de terminologie verwonderlijk is (« Godfather ? »).

Mevrouw Odile BURY antwoordt dat het om een partneriaat overeenkomst gaat die geen ander gevolg voor de gemeente heeft dan de participatie van zichzelf en andere personen binnen de gemeente aan een onderzoek (vergaderingen). Er zijn bijlagen die het project uitleggen en die bij de overeenkomst worden gevoegd die uitleggen dat het gaat om een studie over het beleid van de stromen (water, organische afvalstoffen, afvalstoffen van gebouwen) waaraan de gemeente zal deelnemen.

De Heer Martin CASIER deelt mede dat zij de informatie uiteindelijk vonden door de verschillende bijlagen uit te spitten maar de titel vrij weinig begrijpend gevonden. Hij deelt de tussenkomst van de Heer Wiard met name, dat het een beetje bijzonder is dat de overeenkomst het onderwerp van de overeenkomst niet aangeeft, of tenminste de doelstellingen aangeeft.

Mevr Odile BURY deelt mede dat in verband met dit soort projecten, de gemeente overeenkomsten ontvangt die type-overeenkomsten zijn die aan alle actoren worden voorgesteld en ik geloof dat de andere gemeenten hetzelfde type overeenkomst, waarschijnlijk hebben ondertekend zonder dat geen enkele onder de deelnemers opmerkingen van dit soort hebben gemaakt.

De Heer Martin CASIER: Zal het College de Raad van de resultaten in kennis stellen? Hoe zal dat in het democratische proces van de gemeente worden geïntegreerd ? »

Mevrouw Odile BURY zal het verzoek aan Innovaris overmaken.

8 **Charte communale de l'intégration de la personne handicapée - Rapport au Conseil communal.**

Mr Olivier DELEUZE énumère brièvement les réalisations le Charte.

Mr Jos BERTRAND fait remarquer qu'il serait intéressant de faire une comparaison avec les actions de l'année précédente pour voir l'évolution.

Il pose les questions suivantes :

- Quelles sont les associations pour handicapés actives dans notre commune ?
- Alzheimer : comment les ateliers sont-ils financés et/ou soutenus ?
- Emploi : où se situe Watermael-Boitsfort par rapport à d'autres communes ?
- Website : que signifie le « label » ?
- Parkings : combien y en a-t-il et où sont-ils répartis ?

En ce qui concerne les associations pour handicapés, celles-ci si elles sont présentes le sont au sein de la coordination sociale qui regroupe tous les acteurs sociaux de la commune.

Mr Deleuze enverra une réponse précise à Mr Bertrand et indique que dans le rapport sont mentionnées les associations subsidiées.

En ce qui concerne le projet Alzheimer, la commune a une convention avec l'asbl Alzheimer pour l'encadrement des ateliers. Ces ateliers ont trop de succès (18 personnes au lieu de 12) et la commune

réfléchit à des pistes de réflexion. La commune octroie la gratuité pour la location de certaines salles (ex : gare) conformément aux règlements communaux.

En ce qui concerne l'emploi, Mr Deleuze indique que le taux d'emploi moyen des personnes atteintes d'un handicap tourne autour de 2,5 % et que celui-ci est de 2,7 % pour Watermael-Boitsfort. Il ajoute qu'en 2017, ce taux était de 1,88 % (7^{ème} position) mais que pour 2018, la commune ne dispose pas du chiffre des autres communes.

En ce qui concerne le label, Mme Odile Bury fait remarquer que le site actuel ne respecte pas le label anysurfer, des efforts ont été faits dans le passé mais pas complètement. Le nouveau site en cours de création au niveau technique prévoit de respecter toutes les normes anysurfer. Le travail qui est fait en ce moment respecte les normes en terme de rédaction (travail technique et travail éditorial - Attribution de noms aux images et de bons noms aux fichiers).

En ce qui concerne le nombre exact d'emplacement PRM, Mme Stassart ne le connaît pas mais rappelle la procédure pour l'obtention de ces emplacements. En cas de déménagement, l'emplacement PMR disparaît s'il n'y a pas de nécessité de l'attribuer à quelqu'un d'autre.

Mme SQUARTINI pose les questions suivantes :

- Y-a-t-il une veille systématique pour les emplacements PMR ?
- Aux élections, il y a eu quelques difficultés pour des PMR pas au niveau de l'accessibilité des bâtiments mais au niveau de la lecture des listes et des accompagnants dans l'isoloir, en avez-vous eu connaissance ?
- On voudrait remettre sur la table la question du conseil consultatif de la personne handicapée et la formation des accompagnateurs (activités scolaires et extrascolaires).

En ce qui concerne les emplacements PMR, Mme Stassart indique qu'ils ne sont pas nominatifs mais que des contrôles sont effectués régulièrement par les agents de quartier.

En ce qui concerne les élections, Mr Deleuze indique qu'il n'y a eu aucun feed-back à la commune.

En ce qui concerne la question du conseil consultatif, Mr Deleuze estime que la coordination sociale au sein du CPAS est suffisante.

Mr Leisterh revient sur la composition et la mission de la coupoule CPAS et indique que des commissions peuvent être créées sur une matière spécifique. Il reconnaît que récemment, il n'y a pas eu de commission spécifique sur le handicap.

Mme Squartini demande si une carte avec les emplacements PMR pourrait figurer dans le nouveau site. Mme Odile Bury confirme que la cartographie est prévue dans une seconde phase.

Le Conseil prend connaissance.

25 votants : 25 votes positifs.

Gemeentelijk handvest voor de integratie van mensen met een handicap - Verslag aan de Gemeenteraad.

De Heer Olivier DELEUZE somt de implementaties op het Handvest kort op.

De Heer Jos BERTRAND merkt op dat het interessant zou zijn om een vergelijking met de acties van het vorige jaar te doen om de evolutie te zien.

Hij stelt de volgende vragen:

- Welke zijn de verenigingen voor gehandicapten actief in onze gemeente?
- Alzheimer: hoe worden de werkplaatsen gefinancierd en/of ondersteund?
- Werkgelegenheid: waar bevindt zich Watermaal-Bosvoorde zich ten opzichte van andere gemeenten?
- Parkings: hoeveel zijn er en waar worden zij verspreid ?

Wat de verenigingen voor gehandicapten betreft, zijn deze het als zij aanwezig zijn binnen de sociale coördinatie die alle sociale actoren van de gemeente hergroepeert.

De Heer Deleuze zal een nauwkeurig antwoord aan de Dhr Bertrand versturen en deelt mede dat in het verslag de gesubsidieerde verenigingen worden vermeld.

Wat het project Alzheimer betreft, heeft de gemeente een overeenkomst met VZW Alzheimer voor de omkadering van de werkplaatsen. Deze werkplaatsen hebben teveel succes (18 personen i.p.v. 12) en de gemeente denkt na over overlegmogelijkheden. De gemeente staat de kosteloosheid voor het huren van bepaalde zalen toe (bv: station) overeenkomstig de gemeenteregeling.

Wat de werkgelegenheid betreft, deelt de Heer Deleuze mede dat het gemiddelde niveau van werkgelegenheid van de personen met een handicap, rond 2,5% ligt en dat deze 2,7% voor Watermaal-Bosvoorde bedraagt. Hij voegt eraan toe dat in 2017, deze 1,88% bedroeg (7^e positie) maar dat voor 2018, de gemeente niet over het cijfer van de andere gemeenten beschikt.

Wat het label betreft, merkt Mevrouw Odile Bury op dat de huidige site het label anysurfer niet eerbiedigt, er werden inspanningen gedaan in het verleden maar niet volledig. De nieuwe site in oprichting op technisch niveau voorziet om alle normen anysurfer te eerbiedigen. Het werk dat momenteel wordt gedaan eerbiedigt de normen met betrekking tot redactie (technisch werk en uitgave - Toewijzing van namen aan de beelden en goede namen aan de bestanden).

Wat het exacte aantal staanplaatsen PBM betreft, kent Mevrouw Stassart het niet maar wijst op de procedure voor het verkrijgen van deze plaatsen. In geval van verhuis, verdwijnt de PBM plaats als er geen noodzaak is om het toe te kennen aan iemand anders.

Mevrouw SQUARTINI stelt de volgende vragen:

- Is er een systematische bewaking voor de PBM plaatsen ?
- Tijdens de verkiezingen, waren er enkele moeilijkheden voor PBM's niet op het niveau van de toegankelijkheid van de gebouwen maar op het niveau van het lezen van de lijsten en van het vergezellen in het stembokje, hebt u er kennis van gehad?
- Men zou terug de vraag van het raadgevende advies van de gehandicapte en de opleiding van de begeleiders (school- en buitenschoolse activiteiten) op de tafel willen leggen.

Wat de PBM staanplaatsen betreft, deelt Mevrouw Stassart mede dat zij niet nominatief zijn maar dat regelmatig controles door de wijkagenten worden verricht.

Bij de verkiezingen, deelt Dhr Deleuze mede dat er geen enkele feedback bij de gemeente was.

Wat de vraag van het raadgevende advies betreft, is de Heer Deleuze van mening dat de sociale coördinatie binnen OCMW voldoende is.

De Heer Leisterh komt terug op de samenstelling en de taak van de koepel OCMW en deelt mede dat commissies op een specifieke materie gecreëerd kunnen worden. Hij geeft toe dat onlangs, er geen specifieke commissie over de handicap was.

Mevrouw Squartini vraagt of een kaart met de PBM staanplaatsen op de nieuwe site zou kunnen voorkomen. Mevrouw Odile Bury bevestigt dat de cartografie in een tweede fase is voorzien.

De Raad neemt kennis.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

9 **Règlement relatif à l'octroi de primes pour la stérilisation et l'identification électronique des chats domestiques. Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu le rôle social des animaux domestiques et l'importance de faire cohabiter l'homme et les animaux en parfaite harmonie ;

Considérant qu'il est important d'encourager les propriétaires de chats à stériliser leur animal afin de contrôler la population de chats errants, qui souffrent de la faim, du froid et des maladies ;

Vu l'impact de la présence de chats errants sur l'écosystème naturel, notamment sur les populations d'oiseaux, dont ils sont les prédateurs ;

Considérant que l'identification et l'enregistrement sont obligatoires pour tout chat né à partir du 1^{er} novembre 2017 ;

Considérant que l'identification électronique constitue une méthode sûre et permanente d'identification des animaux et que cela permet aux propriétaires d'augmenter considérablement leurs chances de retrouver leurs chats volés ou perdus ;

Vu le souhait de la Région de Bruxelles-Capitale de soutenir les initiatives en faveur du bien-être animal prises au niveau communal ;

Vu la convention relative à l'octroi de la prime Bien-être animal approuvée par le conseil communal en séance du 21/05/2019 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

ARRETE

Article 1er - Objet

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles pour l'exercice 2019 et aux conditions fixées par le présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder une prime pour la stérilisation et l'identification électronique des chats domestiques.

Article 2 - Définitions

Stérilisation : acte pratiqué par un vétérinaire sur un chat mâle ou femelle visant à rendre celui-ci improductif.

Identification électronique : acte pratiqué par un vétérinaire visant à implanter une puce électronique sous cutanée permettant l'identification de l'animal et d'établir un lien entre celui-ci et son propriétaire

Vétérinaire : médecin-vétérinaire membre de l'Ordre des médecins vétérinaires de Belgique.

Article 3 - Critère d'attribution

Dans le cas où le nombre de demandes excéderait le budget disponible, la date d'introduction de la demande servira de critère d'attribution selon le principe du premier demandeur premier servi.

Article 4 - Hauteur et limite de la prime

Stérilisation :

Le montant de la prime communale est fixé à 25€ pour les chats mâles et 50€ pour les chats femelles.

Identification électronique :

Le montant de la prime communale est fixé à 25€ par animal

Un maximum de 3 primes peut être octroyé par année et par ménage domicilié à Watermael-Boitsfort (sur base de la composition de ménage) et doit concerner un chat appartenant au demandeur.

Article 5 - Procédure

Sous peine d'irrecevabilité, la demande de prime doit être introduite à l'aide du formulaire ad hoc, dûment complété par le demandeur.

Ce formulaire doit être accompagné d'une attestation de soins signée par le vétérinaire ayant pratiqué la stérilisation et l'identification électronique, de la facture originale émise par celui-ci et d'une copie de la carte d'identité du demandeur.

La demande doit être introduite dans les trois mois de l'acte ou au plus tard, pour les actes effectués en 2019 , le 31 décembre 2019, à l'adresse suivante : Commune de Watermael-Boitsfort – Service de l'Environnement - Place Gilson 1 – 1170 Bruxelles.

Article 6 - Liquidation

Suite à la décision d'octroi du Collège, la prime est versée au bénéficiaire sur le numéro de compte mentionné par ce dernier sur le formulaire de demande prévu à l'article 5.

Article 7 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par l'arrêté.

Article 8 : Contestations

Les contestations relatives à l'application du présent règlement, sauf l'éventualité d'un recours juridictionnel, sont tranchées souverainement et sans appel par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce dernier statue en équité dans tous les cas non prévus par le présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Verordening betreffende de toekenning van premies voor sterilisatie en elektronische identificatie van huiskatten. Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op de maatschappelijke rol van huisdieren en het belang van het samenleven van mens en dier in perfecte harmonie;

Overwegende dat het belangrijk is het stimuleren van katteneigenaren om hun dieren te steriliseren teneinde de populatie van hongerige en ziekte zwervkatten te beperken;

Gelet op het effect van de aanwezigheid van zwervkatten op het natuurlijke ecosysteem, onder anderen op vogelpopulaties, die hun prooi zijn;

Overwegende dat identificatie en aangifte verplicht zijn voor elke kat geboren vanaf 1 november 2017 ;

Overwegende dat de elektronische identificatie een permanente en betrouwbare identificatie methode van dieren vormt en dat het de eigenaars een grotere kans biedt hun gestolen of verloren kat terug te vinden ;

Gelet op de wens van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om gemeentelijke initiatieven ten behoeve van het dierenwelzijn te ondersteunen;

Gelet op de overeenkomst betreffende de toekenning van de premie Dierwelzijn goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 21/05/19.

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentelijke wet

BESLIST

Artikel 1 – Onderwerp

Binnen de beschikbare kredieten van het begrotingsjaar 2019 en de door deze verordening gestelde voorwaarden, kan het college van burgemeester en schepenen een premie voor de sterilisatie van huiskatten verlenen.

Artikel 2 – Definities

Sterilisatie: acte uitgevoerd door een dierenarts op een mannelijke of vrouwelijke kat om het onproductief te maken.

Elektronische identificatie : handeling door een veearts uitgevoerd op een mannelijke of vrouwelijke kat, waarbij een onderhuidse elektronische chip ingeplant wordt dat de identificatie van het dier toelaat alsook het verband tussen deze laatste en zijn/haar eigenaar legt ;

Dierenarts: dierenarts lid van het Orde der Dierenartsen van België.

Artikel 3 – Toewijzingscriteria

In het geval dat het aantal aanvragen groter is dan het beschikbare budget, zal de datum van invoering van de aanvraag als toewijzingscriterium dienen, volgens het principe dat eerst aanvrager als eerste bediend wordt.

Artikel 4 - Hoogte en beperking van de premie

Sterilisatie :

Het bedrag van de gemeentelijke premie wordt vastgelegd op 25€ voor katers en 50 € voor kattinnen.

Elektronische identificatie :

Het bedrag van de Gemeentepremie werd op 25€ per dier vastgelegd.

Een maximum van drie premies per jaar per gezin woonachtig in Watermaal-Bosvoorde kunnen worden toegekend (op basis van de samenstelling van het huishouden).

De premies betreffen katten dat de aanvrager behoren.

Artikel 5 – Procedure

Om onontvankelijkheid te vermijden, moet de premie aanvraag ingediend worden met het daartoe bestemde formulier, naar behoren ingevuld door de aanvrager.

Dit formulier moet vergezeld worden van een gezondheidzorgbewijs getekend door de dierenarts die de sterilisatie en elektronische identificatie heeft uitgevoerd, de originele factuur en een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager.

De aanvraag moet binnen de drie maanden na de handeling worden ingediend of, voor handelingen die in 2019 werden gesteld, uiterlijk 31 décembre 2019, op het volgende adres: Gemeente Watermaal-Bosvoorde – Dienst Leefmilieu – Gilsonplein 1 - 1170 Brussel.

Artikel 6 – Liquidatie

Na de beslissing van toekenning van het college, wordt de premie betaald op de rekeningnummer vermeldt door de aanvrager op het aanvraagformulier als voorzien in artikel 5.

Artikel 7: Terugbetaling

De begunstigde van de premie moet die volledig terugbetalen aan het gemeente bestuur in het geval van valse of frauduleuze verklaring om ongerechtvaardigde premie te verkrijgen.

Artikel 8: Geschillen

Betwisting met betrekking tot de toepassing van deze verordening, behalve in geval van mogelijkheid tot beroep bij de rechter, worden soeverein en zonder mogelijkheid tot beroep door het College van Burgemeester en Schepenen berecht. Deze beslist met eerlijkheid over de gevallen die niet voorzien werden in deze verordening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Mme Odile BURY dépose un amendement et amende l'amendement déposé comme suit :

« La demande doit être introduite dans les 3 mois de la stérilisation ou de l'implantation de la puce plus électronique ou au plus tard le 31/12/2019 pour les actes effectués durant cette période ».

Mevr Odile BURY dient een amendement in en amendeert het ingediende amendement als volgt:

« Het verzoek moet ingediend worden in de 3 maanden van de sterilisatie of de inplanting van de e-chip of uiterlijk 31/12/2019 voor de handelingen die tijdens deze periode worden uitgevoerd ».

Enseignement - Onderwijs

10 Règlement d'ordre intérieur des écoles communales - modifications.

Le Conseil communal,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et plus particulièrement

l'article 76 qui prévoit qu'avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, 1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur; 2° le projet d'établissement; 3° le règlement des études; 4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées ;

Vu sa délibération du 16 juin 2015 abrogeant le règlement d'ordre intérieur des écoles communales de Watermael-Boitsfort du 19 février 2002 et adoptant un nouveau règlement d'ordre intérieur ;

Considérant que des modifications réglementaires ou organisationnelles sont intervenues depuis le 1er septembre 2015 ;

Vu la note jointe en annexe reprenant les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur ;

Sur proposition du Collège échevinal,

DECIDE

d'approuver les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur des écoles communales de Watermael-Boitsfort adopté par le Conseil communal le 16 juin 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 17 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Alain Wiard, Jan Verbeke, Jos Bertrand, Eric Godart, Martin Casier, Laura Squartini, Florence Lepoivre, Laurent Van Steensel.

Huisoudelijk reglement van de gemeentescholen - wijzigingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 17 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Alain Wiard, Jan Verbeke, Jos Bertrand, Eric Godart, Martin Casier, Laura Squartini, Florence Lepoivre, Laurent Van Steensel.

Mme Squartini demande pourquoi le pouvoir organisateur n'est le conseil communal mais la commune.

Mme Nguyen indique que le conseil est un organe de la commune qui regroupe d'autres organes mais que le pouvoir organisateur est plus large, c'est la commune. On adapte les règlements en conséquence.

Mr Casier demande que même sous l'âge de l'obligation scolaire, un enfant inscrit dans une école doit être présent comme s'il était soumis à l'obligation scolaire (l'inscription de tout enfant en maternel (aussi en deça de l'obligation scolaire) implique sa présence régulière avec les mêmes horaires et les mêmes impératifs que pour l'école primaire)

Mme Nguyen indique que cette nouvelle législation sur l'obligation scolaire entrera en vigueur en septembre 2020 mais que si la régularité est demandé à tout élève, seuls ceux soumis à l'obligation scolaire devront justifier leur absence.

Mr Casier indique qu'il craint que par une absence de précision dans le paragraphe mentionné, le règlement entre en contradiction avec la législation au niveau communautaire.

Mme Nguyen vérifiera avec le service Enseignement.

Mme Squartini a examiné les annexes du règlement et notamment l'invitation faite aux enseignants à respecter la législation sur les travaux faits à domicile et demande si un contrôle est exercé.

Mme Nguyen confirme qu'une circulaire cadre le sujet et que les directions des écoles sont invitées à sensibiliser les enseignants sur cette législation.

Mevr Squartini vraagt waarom de inrichtende macht niet de gemeenteraad maar de gemeente is.

Mevrouw Nguyen deelt mede dat de Raad een orgaan van de gemeente is die andere organen groepeerd maar dat de inrichtende macht breder is, het is de gemeente. Men past de regelgeving dienovereenkomstig aan.

De Heer Casier vraagt dat zelfs onder de leeftijd van de leerplicht, een kind dat in een school is ingeschreven, aanwezig moet zijn alsof hij was gebonden aan de leerplicht (de inschrijving van ieder jong kind (eveneens buiten deze kant van de leerplicht) impliceert zijn regelmatige aanwezigheid met dezelfde uren en dezelfde voorschriften dan voor de lagere school)

Mevrouw Nguyen deelt mede dat deze nieuwe wetgeving op de leerplicht in september 2020 in werking zal treden maar dat als de regelmatigheid aan iedere leerling wordt gevraagd, uitsluitend die die aan de leerplicht zijn gebonden, hun afwezigheid zullen moeten rechtvaardigen.

De Heer Casier deelt mede dat hij vreest dat door een gebrek aan nauwkeurigheid in de vermelde paragraaf, de regeling in tegenstrijdigheid met de wetgeving op communautair niveau ingaat.

Mevrouw Nguyen zal met de dienst Onderwijs controleren.

Mevrouw Squartini heeft de bijlagen van de regeling en met name de uitnodiging gericht aan de leraren onderzocht om de wetgeving op werkzaamheden gedaan aan de woonplaats te eerbiedigen en gevraagd of een controle wordt uitgeoefend.

Mevrouw Nguyen bevestigt dat een rondschrijven het onderwerp omkadert en dat de schooldirecties worden verzocht om de leraren te sensibiliseren op deze wetgeving.

Petite Enfance - Vroege kinderjaren

11 Crèches communales - Modification du règlement d'ordre intérieur

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 27 juin 2017 arrêtant le règlement d'ordre intérieur des crèches communales ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier certains articles de ce règlement sur base de l'intégration de la crèche "Archiducs" et des critères de priorité à l'admission

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Décide:

de modifier comme suit les articles 1 et 4 du règlement d'ordre intérieur actuel des crèches communales :

Article 1 : "Définition"

"L'Administration communale de Watermael-Boitsfort - Place Antoine Gilson, 1 à 1170 Bruxelles gère deux crèches communales :

- **la crèche communale «A.Gilson »** (matricule 63-21017-01) - 344, chaussée de La Hulpe,
compte 41 places pour des enfants de 0 à 3 ans
- **la crèche communale «Les Roitelets »** (matricule 63-21017-02) - 15, rue du Roitelet,
compte 51 places pour des enfants de 0 à 3 ans

Statut juridique : Service public

L'arrêté du 27 février 2003 prévoit que les crèches accueillent des enfants de 0 à 3 ans".

Est remplacé par :

"L'Administration communale de Watermael-Boitsfort - Place Antoine Gilson, 1 à 1170 Bruxelles gère trois crèches communales :

- **la crèche communale «A.Gilson »** (matricule 63-21017-01) - 344, chaussée de La Hulpe,

41 places pour des enfants de 0 à 3 ans

- **la crèche communale «Les Roitelets »** (matricule 63-21017-02) - 15, rue du Roitelet,

51 places pour des enfants de 0 à 3 ans

- **La crèche communale « Archiducs »** (matricule 63-21017-03) - 9, square des Archiducs,

46 places pour des enfants de 0 à 3 ans

Statut juridique : Service public

L'arrêté du 27 février 2003 prévoit que les crèches accueillent des enfants de 0 à 3 ans."

Article 4: "Accessibilité"

"Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (art. 10 et 11 de la Constitution), et en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité est assurée à tous les enfants, quel que soit leur domicile, l'occupation professionnelle ou le temps de prestation des parents.

Conformément à la réglementation en vigueur, le milieu d'accueil prévoit de réserver 10 % de sa capacité totale en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :

- *accueil d'un enfant ayant un lien de fratrie avec un autre enfant inscrit ;*
- *accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;*
- *sur proposition d'un service SOS-enfants ou sur décision judiciaire ;*
- *enfants confiés en adoption (difficulté vécue par les parents quant à la date d'arrivée de l'enfant) ;*
- *protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.*

Pour les situations qui requièrent une solution rapide, les modalités d'inscriptions seront adaptées à l'urgence de la situation en respectant au mieux les modalités classiques reprises ci-dessous."

Est remplacé par:

"Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (art. 10 et 11 de la Constitution), et en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité est assurée à tous les enfants, quel que soit leur domicile, l'occupation professionnelle ou le temps de prestation des parents.

*Conformément à la réglementation en vigueur, le milieu d'accueil prévoit de réserver **minimum** 10 % de sa capacité totale en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :*

- *accueil d'un enfant ayant un lien de fratrie avec un autre enfant inscrit ;*
- *accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;*
- *sur proposition d'un service SOS-enfants ou sur décision judiciaire ;*
- *enfants confiés en adoption (difficulté vécue par les parents quant à la date d'arrivée de l'enfant) ;*
- *protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.*

Pour les situations qui requièrent une solution rapide, les modalités d'inscriptions seront adaptées à l'urgence de la situation en respectant au mieux les modalités classiques reprises ci-dessous.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Gemeentelijke kinderkribben -Wijziging van het huishoudelijk reglement

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging dd 27 juni 2017 houdende vaststelling van het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke kinderkribben ;

Overwegende dat dit reglement moet aangepast worden, rekening houdend met de integratie van de "Archiducs" -kwekerij en de prioriteitscriteria voor toelatingen ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Beslist

Artikelen 1 en 4 van het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke kinderkribben te wijzigen als volgt :

Artikel 1 : « Définition »

"L'Administration communale de Watermael-Boitsfort - Place Antoine Gilson, 1 à 1170 Bruxelles gère deux crèches communales :

- **la crèche communale «A.Gilson »** (matricule 63-21017-01) - 344, chaussée de La Hulpe,
compte 41 places pour des enfants de 0 à 3 ans
- **la crèche communale «Les Roitelets »** (matricule 63-21017-02) - 15, rue du Roitelet,
compte 51 places pour des enfants de 0 à 3 ans

Statut juridique : Service public

L'arrêté du 27 février 2003 prévoit que les crèches accueillent des enfants de 0 à 3 ans ».

Wordt vervangen door :

*« L'Administration communale de Watermael-Boitsfort - Place Antoine Gilson, 1 à 1170 Bruxelles gère **trois** crèches communales :*

- **la crèche communale «A.Gilson »** (matricule 63-21017-01) - 344, chaussée de La Hulpe,
41 places pour des enfants de 0 à 3 ans
- **la crèche communale «Les Roitelets »** (matricule 63-21017-02) - 15, rue du Roitelet,
51 places pour des enfants de 0 à 3 ans
- **La crèche communale « Archiducs »** (matricule 63-21017-03) - 9, square des Archiducs,
46 places pour des enfants de 0 à 3 ans

Statut juridique : Service public

L'arrêté du 27 février 2003 prévoit que les crèches accueillent des enfants de 0 à 3 ans."

Artikel 4 : « L'accessibilité »

"Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (art. 10 et 11 de la Constitution), et en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité est assurée à tous les enfants, quel que soit leur domicile, l'occupation professionnelle ou le temps de prestation des parents. Conformément à la réglementation en vigueur, le milieu d'accueil prévoit de réserver 10 % de sa capacité totale en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :

- *accueil d'un enfant ayant un lien de fratrie avec un autre enfant inscrit ;*
- *accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;*
- *sur proposition d'un service SOS-enfants ou sur décision judiciaire ;*
- *enfants confiés en adoption (difficulté vécue par les parents quant à la date d'arrivée de l'enfant) ;*
- *protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.*

Pour les situations qui requièrent une solution rapide, les modalités d'inscriptions seront adaptées à l'urgence de la situation en respectant au mieux les modalités classiques reprises ci-dessous."

Wordt vervangen door :

*"Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (art. 10 et 11 de la Constitution), et en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité est assurée à tous les enfants, quel que soit leur domicile, l'occupation professionnelle ou le temps de prestation des parents. Conformément à la réglementation en vigueur, le milieu d'accueil prévoit de réserver **minimum** 10 % de sa capacité totale en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :*

- *accueil d'un enfant ayant un lien de fratrie avec un autre enfant inscrit ;*
- *accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;*
- *sur proposition d'un service SOS-enfants ou sur décision judiciaire ;*
- *enfants confiés en adoption (difficulté vécue par les parents quant à la date d'arrivée de l'enfant) ;*
- *protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.*

Pour les situations qui requièrent une solution rapide, les modalités d'inscriptions seront adaptées à l'urgence de la situation en respectant au mieux les modalités classiques reprises ci-dessous.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

12 Régie Foncière-Approbation des comptes annuels de l'exercice 2018.

Le Conseil communal,

Vu l'Arrêté Royal du 12 septembre 1977 décidant que le Service communal des achats et ventes de biens immobiliers est organisé en régie à partir du 1er janvier 1978 et géré en dehors des services généraux de la commune;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'Arrêté ministériel du 6 février 2004;

Vu la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financières des régies communales;

Vu les comptes de la Régie Foncière de l'exercice 2018 tels qu'ils sont établis en annexe à la présente délibération et comprenant notamment le compte budgétaire, le bilan et le compte de résultats;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE

-d'approuver provisoirement les comptes annuels de la Régie Foncière pour l'exercice 2018;

-de charger le Collège échevinal de la publication des comptes annuels et de la poursuite des formalités administratives en vue de leur approbation par les autorités supérieurs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Grondbedrijf- Goedkeuring van de jaarrekeningen voor het dienstjaar 2018.

De Gemeenteraad,

Gelet op het Koninklijk Besluit dd 12 september 1977 beslissend dat de gemeentelijke dienst van verkrijging en vervreemding van onroerende goederen ingericht is vanaf 1 januari 1978 in Grondbedrijf en beheerd zal worden buiten de algemene diensten van de Gemeente;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 6 februari 2004;

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de rekeningen van het gemeentelijk Grondbedrijf voor het dienstjaar 2018, zoals in bijlage bij deze beraadslaging welke de begrotingsrekening, de balans et de resultatenrekening omvatten;

Op voorstel van het Schepenkollege;

BESLIST

-de jaarrekeningen van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2018 voorlopig goed te keuren;

-het Schepenkollege te belasten met de publicatie van de jaarrekeningen en het naleven van de administratieve rechtsvormen voor hun goedkeuring door de Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Mr Benoît Thielemans indique qu'il enverra aux conseillers les précisions demandées en commission et que les autres informations ont été communiquées. Il propose de ne pas ré-exposer le compte de la Régie foncière en détails.

Mr Bertrand le regrette par respect pour le public présent et demande quels sont les projets envisagés pour l'avenir qui n'ont pas encore été réalisés.

Mr Thielemans pense avoir déjà donné cette information. Il vérifiera et le cas échéant enverra celle-ci à l'intéressé.

De Heer Benoît Thielemans deelt mede dat hij naar de raadsleden de informatie zal verzenden in de commissie gevraagd en dat de andere informatie werd meegedeeld. Hij stelt voor om de rekening van de Grondregie niet in de details te herhalen.

De Heer Bertrand betreurt het als respect voor het aanwezige publiek en vraagt welk de projecten zijn die voor de toekomst worden overwogen, die nog niet werden verwezenlijkt.

De Heer Thielemans denkt deze informatie al gegeven hebben. Hij zal het controleren en deze eventueel verzenden naar de belanghebbende.

Travaux publics - Openbare Werken

13 **Acquisition d'un bus scolaire CNG. - Approbation des conditions modifiées, du mode de passation et retrait de la délibération du 23 avril 2019 - Article : 705/743-53 - Montant : 315.000,00 euros TVAC Budget : 2019.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le cahier des charges approuvé par le Conseil Communal du 23 avril 2019 doit être modifié (l'ancien marché indique dans le cahier des charges que l'offre doit être dressée sur papier, ce qui n'est plus autorisé légalement pour les marchés au-dessus des seuils européens depuis le 17 octobre 2018) et que les modifications sont reprises en surligné ;

Considérant le cahier des charges N° 2019-1019 relatif au marché "Acquisition d'un bus scolaire CNG." établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 315.000,00 euros, TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;
Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 705/743-53 et sera financé par fonds propres ;
Sur proposition du Collège Echevinal ;

DECIDE

- 1er. De retirer la délibération du conseil communal du 23 avril 2019 concernant le dossier d'Acquisition d'un bus scolaire CNG.
2. D'approuver le cahier des charges N° 2019-1019 et le montant estimé du marché "Acquisition d'un bus scolaire CNG.", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 315.000,00 euros, TVAC.
3. De passer le marché par la procédure ouverte.
4. De soumettre le marché à la publicité européenne.
5. De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.
6. De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
7. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 705/743-53.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Aankoop van een schoolbus CNG. - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en intrekking van de beraadslaging van de 23 april 2019 - Artikel : 705/743-53 - Bedrag : 315.000,00 euros B.T.W. inbegrepen - Budget: 2019.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overeenkomstig dat het lastenboek dat door de gemeenteraad van 23 april 2019 goedgekeurd wordt, gewijzigd moet worden (De oude opdracht vraagt een offerte op papier wat het niet meer wettelijk toegelaten is voor de opdrachten boven de Europese drempels sinds 17 oktober 2018) en dat de wijzigingen gemarkeerd worden in kleur.

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van een schoolbus CNG." een bestek met nr. 2019-1019 werd opgesteld door de Dienst Openbare werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 315.000,00 euros, BTW inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2019, op artikel 705/743-53 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met eigen middelen;

Op voorstel van het Schepencollege;

1. De beraadslaging betreffende de "Aankoop van een schoolbus CNG", van de gemeenteraad van 23 april 2019 in te trekken
2. Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2019-1019 en de raming voor de opdracht "Aankoop van een schoolbus CNG.", opgesteld door de Dienst Openbare werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 315.00,00 euros, BTW inbegrepen.
3. Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.
4. De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.
5. De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.
6. Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
7. De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2019, op artikel 705/743-53 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Mr Godard se demande comment éviter une telle situation (le retrait d'une décision erronée pour en représenter une nouvelle). Il demande s'il n'y a pas de contrôle interne pour vérifier cela.

Mr Thielemans indique que l'erreur porte uniquement sur la question des offres électroniques qui avait été omise. Il prend bonne note de la suggestion de Mr Godard de renforcer le contrôle interne sur ce type de marché.

Mme Squartini demande si la commune a vérifié si d'autres marchés ne se trouvent pas dans le même cas.

Mr Thielemans indique qu'il s'agissait de deux marchés un peu particuliers et qu'il ne possède pas le screening de tous les marchés.

De Heer Godard vraagt zich af hoe zo'n situatie (het intrekken van een verkeerde beslissing om er een nieuwe voor te stellen) te vermijden. Hij vraagt of er geen interne controle gedaan wordt?

Dhr Thielemans deelt mede dat de fout alleen betrekking heeft op de kwestie van de elektronische offertes dat werd weggelaten. Hij neemt nota van de suggestie van de Heer Godard om de interne controle te versterken op dit soort markt.

Mevrouw Squartini vraagt of de gemeente heeft gecontroleerd of andere markten zich niet in hetzelfde geval bevinden.

De Heer Thielemans deelt mede dat het om twee een beetje bijzondere markten ging en dat hij niet de screening van alle markten bezit.

14 Acquisition d'un camion 6x2 porte-conteneurs avec grue. - Approbation des conditions modifiées et du mode de passation et retrait de la délibération du 17 octobre 2018 - Article : 421/743-52 - Montant : 300.000,00 euros TVAC Budget : 2019.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Onsidérant que le cahier des charges approuvé par le conseil communal du 23 avril 2019 doit être modifié (l'ancien marché indique dans le cahier des charges que l'offre doit être dressée sur papier, ce qui n'est plus autorisé légalement pour les marchés au-dessus des seuils européens depuis le 17 octobre 2018) et que les modifications sont reprises en surligné ;

Considérant le cahier des charges N° 2019-1023 (bis) relatif au marché "Acquisition d'un camion 6x2 porte-conteneurs avec grue." établi par le Service Bâtiments Publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Acquisition d'un camion 6x2 avec grue), estimé à 240.000,00 euros, TVAC ;

* Lot 2 (Acquisition de containers), estimé à 60.000,00 euros, TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 300.000,00 euros, TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 421/743-52 et sera financé par fonds propres ;

Sur proposition du Collège Echevinal ;

DECIDE

- 1er. De retirer la délibération du 18 octobre approuvant le dossier d' "Acquisition d'un camion 6x4 porte-conteneurs avec grue"
2. D'approuver le cahier des charges N° 2019-1023 (bis) et le montant estimé du marché "Acquisition d'un camion 6x2 porte-conteneurs avec grue.", établis par le Service Bâtiments Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 300.000,00 euros, TVAC.
3. De passer le marché par la procédure ouverte.
4. De soumettre le marché à la publicité européenne.
5. De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.
6. De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
7. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 421/743-52.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Aankoop van een vrachtwagen 6x2 containertransporter met een kraan. - Goedkeuring

lastvoorwaarden en gunningswijze en intrekking van beraadslaging van 17 oktober 2018 - Artikel : 421/743-52 - Bedrag : 300.000,00 euros B.T.W. inbegrepen. Budget: 2019.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de

overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overeenkomstig dat het lastenboek dat door de gemeenteraad van 23 april 2019 goedgekeurd wordt, gewijzigd moet worden (De oude opdracht vraagt een offerte op papier wat het niet meer wettelijk toegelaten is voor de opdrachten boven de Europese drempels sinds 17 oktober 2018) en dat de wijzigingen gemarkeerd worden in kleur.

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van een vrachtwagen 6x2 containertransporter met een kraan." een bestek met nr. 2019-1023 (bis) werd opgesteld door de Dienst Gemeentelijke Gebouwen;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Aankoop een camion 6x2 met een kraan), raming: 300.000,00 euros, BTW inbegrepen;

* Perceel 2 (Aankoop van containers), raming: 60.000,00 euros, BTW inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 300.000,00 euros, BTW inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2019, op artikel 421/743-52 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met eigne middelen;

Op voorstel van het Schepencollege ;

BESLIST

1. De beraadslaging betreffende de "Aankoop van een vrachtwagen 6x2 containertransporter met een kraan.", van de gemeenteraad van 18 oktober 2018 in te trekken
2. Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2019-1023 (bis) en de raming voor de opdracht "Aankoop van een vrachtwagen 6x2 containertransporter met een kraan.", opgesteld door de Dienst Gemeentelijke Gebouwen. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 300.000,00 euros BTW inbegrepen.
3. Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.
4. De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.
5. De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.
6. Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
7. De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2019, op artikel 421/743-52 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Finances - Financiën

- 15 **Application à l'ASBL "Watermael-Boitsfort en Plein Air" de l'article 4 de la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions - Subside 2019.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du 23/04/2019 contenant des erreurs de montant concernant les Subsidies à attribuer à l'ASBL "Watermael-Boitsfort en plein air" ;

DECIDE

1. de retirer sa délibération du 23/04/2019.

2. d'octroyer les subsides prévus aux articles suivants du budget ordinaire 2019 à l'ASBL « Watermael-Boitsfort en Plein Air » :

300/332-02	Contrat de prévention - Sommets européens	885.988,00 €
7221/332-02	Classes de dépaysement/classes de neige	183.450,00 €
76103/332-02	Frais de fonctionnement espace Elan - Atout projet	2.480,00 €
76203/332-02	Voyages des 3èmes âges	7.050,00 €
842/332-02	Cohabitation	16.553,00 €
Total		1.082.044,40 €

3. de définir, comme suit, les conditions d'utilisation des subsides ainsi que les justifications exigées du bénéficiaire :

- a. les subsides seront exclusivement affectés à la réalisation de l'objet de l'association bénéficiaire, tel qu'il est défini par ses statuts ;
- b. l'association bénéficiaire est tenue de présenter à la Commune :
 - les comptes et bilan relatifs à l'exercice 2019, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes y afférent, au plus tard le 30/06/2020 ;
 - il y sera joint un rapport de gestion (rapport d'activités) ainsi qu'un rapport sur la situation financière ;
- c. l'association bénéficiaire est tenue de se réserver tous les moyens de contrôle prévus par la loi du 14/11/1983 lorsqu'elle même dispense des subsides à des tiers bénéficiaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toepassing op de V.Z.W. "Watermaal-Bosvoorde in Open Lucht" van artikel 4 van de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen - Subsidie 2019.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen ;

Gelet op de deliberatie van 23/04/2019 bevattende fouten in bedragen voor de subsidies toegekend door V.Z.W. "Watermaal-Bosvoorde in Open Lucht" ;

BESLIST

1. de deliberatie van 23/04/2019 te verwijderen.

2. aan de V.Z.W. "Watermaal-Bosvoorde in Open Lucht" de toelagen voorzien op volgende artikelen van

de gewone begroting 2019 toe te kennen vergunnen:

300/332-02	Preventiecontract - Europese Toppen	885.988,00 €
7221/332-02	Bosklassen en sneeuwklassen	183.450,00 €
76103/332-02	Werkingskosten atout Projet - Espace Elan	2.480,00 €
76203/332-02	Reizen senioren	7.050,00 €
842/332-02	Samenhuizen	16.553,00 €
Totaal		1.082.044,40 €

3. de aanwendingsvoorwaarden van de toelage en de verantwoording geëist van de toelagetrekker, vast te stellen als volgt :

- a. de toelagen mogen uitsluitend aangewend worden voor de verwezenlijking van het doel van de ontvangende vereniging zoals deze wordt omschreven in haar statuten ;
- b. de toelagetrekker moet aan de gemeente voorleggen :
 - de rekeningen en balans met betrekking tot het dienstjaar 2019, samen met het verslag van de commissarissen belast met het toezicht op de rekeningen, ten laatste op 30/06/2020 ;
 - hierbij dienen gevoegd : een verslag over het beheer (activiteitenverslag) en een verslag over de financiële toestand ;
- c. de toelagetrekker met zicht alle controlemiddelen voorbehouden, opgenomen in de wet van 14/11/1983, wanneer hij zelf toelagen toekent aan derden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Mr Godard formule la même suggestion qu'aux points précédents sur le contrôle interne.

Mr Bertrand rappelle sa demande de mener une réflexion sur la place que doit avoir la prévention dans la commune et pose la question de sa gestion par la commune plutôt que par une asbl.

De Heer Godard formuleert dezelfde suggestie dan voor de vorige punten op de interne controle.

Dhr Bertrand wijst op zijn vraag, een discussie te leiden over de plaats die de preventie moet hebben in de gemeente en stelt de vraag van zijn beleid door de gemeente eerder dan door een VZW.

16 **Avenant n°4 à la convention du 29 novembre 2007 conclue entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège Réuni, la commune de Watermael-Boitsfort et le CPAS de Watermael-Boitsfort.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu la convention du 29 novembre 2007 conclue entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni, la commune de Watermael-Boitsfort et le CPAS de Watermael-Boitsfort. Notamment son article 10 précisant que chaque modification du plan financier fait l'objet d'un avenant ;

Vu l'avenant n°4 à la convention du 29 novembre 2007 visant à l'équilibre du plan financier de la commune et du CPAS ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant n°4 à la convention, dont le texte est repris en annexe, entre :

- le Fonds Régional de Refinancement des trésoreries communales ;
- le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- le Collège Réuni ;
- la Commune de Watermael-Boitsfort ;
- le Centre Public d'Aide Sociale de Watermael-Boitsfort.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Aanhangsel nr 4 aan de overeenkomst van 29 november 2007 tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd College, de Gemeente van Watermaal-Bosvoorde en het OCMW van Watermaal-Bosvoorde.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de overeenkomst van 29 november 2007 tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd College, de Gemeente van Watermaal-Bosvoorde en het OCMW van Watermaal-Bosvoorde. Hernemend in het artikel 10 dat elke wijziging van het financiële plan het onderwerp uitmaakt van een aanhangsel;

Gelet op aanhangsel nr 4 van de overeenkomst van 29 november 2007 tot verbetering van het evenwicht van het financiële plan van de gemeente en het OCMW;

BESLUIT:

Zijn goedkeuring te verlenen het aanhangsel aan de overeenkomst nr 4, waarvan de tekst hierbij gevoegd is tussen:

- het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;
- de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- het Verenigd College;
- de gemeente Watermaal-Bosvoorde;
- de Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Watermaal-Bosvoorde.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

17 Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2020.

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de

Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune de Watermael-Boitsfort, pour l'exercice 2020, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies – Aanslagjaar 2020.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1: Er worden voor het aanslagjaar 2020 ten voordele van de gemeente Watermaal-Bosvoorde, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3: Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit doorgestuurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Mr Godard demande quel était le montant précédemment.

Mr de le Hoye indique qu'il n'y en avait pas car la taxe n'existait pas.

Vote nominatif :

Votes pour : Mesdames & Messieurs Deleuze, Wiard, Verbeke, Van Hecke, Roberti, Bury, Leisterh, Thielemans, Clerbaux, Dehaut, Persoons, Sapa Furaha, Vanden Berg, Mouklisse, Boudru, Soumillion, Stassart, Nguyen, de le Hoyer.

Vote contre : Mme Lepoivre.

Abstentions : Mr Bertrand, Mr Godart, Mr Casier, Mme Squartini, Mr Van Steensel.

De Heer Godard vraagt welk was het bedrag tevoren.

De Heer de le Hoyer deelt mede dat er geen was want de taks bestond niet.

Nominatieve stemmingen

Voor-stemmen : Dames en Heren Deleuze, Wiard, Verbeke, Van Hecke, Roberti, Bury, Leisterh, Thielemans, Clerbaux, Dehaut, Persoons, Sapa Furaha, Vanden Berg, Mouklisse, Boudru, Soumillion, Stassart, Nguyen, de le Hoyer.

Tegen-stem : Mme Lepoivre.

Onthoudingen : Mr Bertrand, Mr Godart, Mr Casier, Mme Squartini, Mr Van Steensel.

18 **Fabrique d'église Saint-Hubert - octroi d'un subside de 5.500 € pour le déplacement de l'orgue**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu la décision du collège du 17 octobre 2017 de prise en charge du déménagement de l'orgue

Vu l'offre du 14 décembre 2018 de De Munck-Claessens - Orgelmaker CVBA

DECIDE

D'octroyer un subside de 5.500 € à la fabrique d'église St Hubert pour le déplacement de l'orgue, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire 2019 n°1 par l'autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 19 votes positifs, 1 vote négatif, 5 abstentions.

Non : Florence Lepoivre.

Abstentions : Jos Bertrand, Eric Godart, Martin Casier, Laura Squartini, Laurent Van Steensel.

St-Hubertuskerk - Subsidie van 5.500 € voor de verplaatsing van het orgel

De gemeenteraad,

Gelet op artikelen 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op het besluit van het college van 17 oktober 2017 om de verplaatsing van het orgel over te nemen

Gelet op het aanbod van 14 december 2018 De Munck-Claessens - Orgelmaker CVBA

BESLIST :

Een subsidie van 5.500 € toe te kennen aan de kerkfabriek St Hubert voor de verplaatsing van het orgel, onder voorbehoud van de goedkeuring van begrotingswijziging 2019 nr. 1 door de toezichthoudende overheid

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 19 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 5 onthoudingen.

Nee : Florence Lepoivre.

Onthoudingen : Jos Bertrand, Eric Godart, Martin Casier, Laura Squartini, Laurent Van Steensel.

19 **Modification budgétaire n°99 pour l'exercice 2018.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu le projet de modifications budgétaires n°99 de l'exercice 2018;

Considérant que certaines allocations prévues au budget de l'exercice 2018 doivent être révisées afin de régulariser les dépassements de crédits internes aux codes fonctionnels et économiques;

DECIDE :

- d'approuver les modifications budgétaires n° 99 de l'exercice 2018 telles qu'elles figurent en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 22 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Eric Godart, Laura Squartini, Laurent Van Steensel.

Begrotingswijziging nr 99 voor het dienstjaar 2018.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het ontwerp van begrotingswijzigingen nr 99 van dienstjaar 2018;

Overwegende dat zekere begrotingsposten van de begroting voor het dienstjaar 2018 dienen gewijzigd om te de overschrijdingen van de interne kredieten aan de functionele en economische codes te regelen;

BESLIST:

- de begrotingswijzigingen nr 99 van dienstjaar 2018 goed te keuren zoals zij in bijlage gevoegd zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 22 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Godart, Laura Squartini, Laurent Van Steensel.

Mr Godard pense qu'il faut d'abord voter le compte 2018 avant tout modification budgétaire.

De Heer Godard denkt dat men eerst de rekening 2018 moet aannemen voor elke budgettaire wijziging.

Recettes - Ontvangerij

20 Comptes annuels de l'exercice 2018-Clôture.

le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 96 à 99 paragraphe 2., 242 et 244.

Vu l'Arrêté Royal du 2/8/1990 portant règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 72 à 79

Sur proposition de l'Echevin des Finances;

DECIDE

D'approuver tels qu'ils sont repris en annexe les comptes annuels de 2018, à savoir:

- le compte budgétaire de l'exercice 2018;
- le bilan au 31 décembre 2018;
- le compte de résultat de l'exercice 2018;
- l'annexe constituée par le rapport qui accompagne les documents précités.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Jaarrekeningen over het jaar 2018-Afsluiting.

De Gemeenteraad,

Gezien de nieuwe gemeentewet met name artikelen 96, 99 alinea 2., 242, 244

Gezien het Koninklijk Besluit van 02/08/1990 betreffende het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding met name artikelen 72 tot 79,

Op voorstel van de schepenen van Financiën;

BESLIST

De jaarrekeningen over het jaar 2018, zoals zij gevoegd zijn in bijlage, vast te stellen, met name:

- de begrotingsrekening van het dienstjaar 2018;
- de balans per 31 december 2018;
- de resultatenrekening over het jaar 2018;
- de toelichting bestaande uit het verslag gevoegd bij bovenvermelde documenten;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Présentation par Mr Jean-Françoise de le Hoye.

Mme Lepoivre fait remarquer que 400.000 euros de dépenses de personnel non utilisées, c'est énorme et en demande la justification.

Mr de le Hoyer confirme mais ajoute qu'il ne s'agit que de 2 % du total des dépenses et qu'il s'agit surtout de départs ou maladies de personnel non immédiatement remplacé.

Mr Godard demande qu'on lui transmette la ventilation des amendes administratives (type d'incivilités et montants).

Mr Casier remercie l'Echevin pour les explications fournies en ce qui concerne les dépenses extraordinaires non réalisées (41 %) et demande à quel investissement correspond les 21 % d'engagements non réalisés à cause d'une demande de permis d'urbanisme.

Mr Jean-François de le Hoyer précise qu'il s'agit de la place Keym.

En ce qui concerne l'évolution des investissements, Mr Jos Bertrand aimerait avoir une comparaison avec les autres communes.

Mr Jean-François de le Hoyer lui répond qu'il n'est pas sûr que cela soit pertinent vu la proportion de biens classés dans notre commune.

Mr Bertrand demande si les communes ne peuvent faire appel aux experts de Brulocalis pour atténuer la lourdeur des procédures.

Presentatie door de Heer Jean-François de le Hoyer .

Mevrouw Lepoivre wijst op 400.000 euro van niet gebruikte personeelsuitgaven, het is enorm en vraagt de rechtvaardiging daarvan.

De Heer de le Hoyer bevestigt maar voegt eraan toe dat het slechts over 2% van het totaal van de uitgaven gaat en dat het vooral gaat over vertrek of ziektes van personeel niet meteen vervangen.

De Heer Godard vraagt dat men hem de verdeling van de administratieve boetes overmaakt (type onbeleefdheden en bedragen).

De Heer Casier bedankt de Schepen voor de gegeven uitleg wat de niet verwezenlijkte buitengewone uitgaven betreft (41%) en vraagt aan welke investering de 21% van niet gerealiseerde verplichtingen overeenkomt wegens een vraag van vergunningen van stedenbouwkunde.

De Heer Jean-François de le Hoyer verklaart dat het om de Keym plaats gaat.

Wat de evolutie van de investeringen betreft, zou de Heer Jos Bertrand graag een vergelijking met de andere gemeenten willen hebben.

De Heer Jean-François de le Hoyer antwoordt hem dat het niet zeker is dat het relevant is gezien de verhouding van de eigendommen die in onze gemeente worden ingedeeld.

De Heer Bertrand vraagt of de gemeenten geen beroep kunnen doen op de deskundigen van Brulocalis om het labuur van de procedures te verlichten.

Alain Wiard quitte la séance / verlaat de zitting.

Finances - Financiën

21 CPAS - Compte de l'exercice 2018 - Approbation.

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 sur les Centres Publics d'Action Sociale ;

Vu la délibération du 4 juin 2019 reprise en annexe, par laquelle le Conseil de l'Action Sociale arrête, à l'unanimité, le compte de l'exercice 2018 du Centre Public d'Action Sociale ;

DECIDE :

- d'approuver la dite délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

OCMW - Rekening van het dienstjaar 2018 – Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet

Gelet de organieke wet van 8 juli 1976 omtrent de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn ;

Gezien de beraadslaging van de 4 juni 2019, zie bijlage, waardoor de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Watermaal-Bosvoorde eenparig, de rekening van het dienstjaar 2018 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, vast stelt;

BESLIST :

- onderhavige beraadslaging goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Présentation par Mr David Leisterh.

Presentatie door de Heer David Leisterh.

22 Modification budgétaire n° 1 ordinaire et extraordinaire pour l'exercice 2019

Le Conseil communal,

Vu les articles 117, 240 et 241 de la nouvelle loi communale ;

Vu le budget communal pour l'exercice 2019, voté par le conseil communal en sa séance du 02 avril 2019 et devenu exécutoire le 14 mai 2019 par expiration de délai ;

Vu le projet de modification budgétaire n°1 ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2019 ;

Considérant que certaines allocations prévues au budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2019 doivent être révisées ;

DECIDE :

- d'approuver la modification budgétaire n°1 ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2019 telle qu'elle figure en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Begrotingswijziging nr 1 gewone en buitengewone voor het dienstjaar 2019

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 117, 240 en 241 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de gemeentebegroting van het begrotingsjaar 2019 goedgekeurd werd door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 02 april 2019 en uitvoerbaar werd op 14 mei 2019 door het verstrijken van de termijn;

Gelet op het ontwerp van begrotingswijziging nr 1 gewone en buitengewone van dienstjaar 2019;

Overwegende dat zekere begrotingsposten van de gewone en buitengewone begroting voor dienstjaar 2019 dienen gewijzigd;

BESLIST :

- de begrotingswijziging nr 1 betreffende de gewone en buitengewone begroting van dienstjaar 2019 goed te keuren zoals zij in bijlage gevoegd is.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Taxes - Belastingen

23 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2019;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE:

Article 1

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2020.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2020 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2019 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2020.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Mr Godard demande s'il s'agit d'un service gratuit.

Mr de le Hoye répond par la négative. La commune rétrocède 1 % mais cette procédure est plus économique pour la commune.

De Heer Godard vraagt of het om een gratis dienst gaat.

De Heer de le Hoye antwoordt negatief. De gemeente geeft 1% terug maar deze procedure is economischer voor de gemeente.

Recettes - Ontvangerij

- 24 **Compte de transit – Nouvelle convention bipartite entre la Commune de Watermael-Boitsfort et la Région de Bruxelles-Capitale et convention tripartite entre la Commune de Watermael-Boitsfort, la Région de Bruxelles-Capitale et Belfius Banque (Caissier de la Région de Bruxelles-Capitale)**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Transitorekening – Nieuwe tweepartijenovereenkomst tussen de Gemeente Watermaal-Bosvoorde en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en driepartijenovereenkomst tussen de Gemeente Watermaal-Bosvoorde, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Belfius Bank (Kassier van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Aménagement du territoire - Ruimtelijke ordening

- 25 **Plan communal de développement. Rapport. Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25/01/07 approuvant le Plan Communal de Développement ;

Vu le Plan Régional de Développement Durable (A.G. 12/07/18) ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (A.G. 03/05/01) ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (A.G. 09/04/04) et plus particulièrement l'article 31 ;

Vu le Plan Communal de Développement (A.G. 25/01/07) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15/05/07 décidant de l'inutilité de modifier le plan ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21/12/10 décidant d'approuver le rapport relatif au suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18/06/13 décidant d'approuver le rapport relatif au suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21/06/16 décidant d'approuver le rapport relatif au suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ;

Considérant que les objectifs, moyens et mesures prévus par le plan restent pertinents ;

Vu le rapport ci-annexé ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège échevinal

DECIDE

Article 1

Le rapport relatif au Plan Communal de Développement est approuvé.

Article 2

L'inutilité de procéder à une modification totale ou partielle du Plan Communal de Développement est approuvée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Gemeentelijk ontwikkelingsplan. Rapport. Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25/01/07 die het Gemeentelijke Ontwikkelingsplan goedkeurt ;

Gelet op het Gewestelijke Durzame Ontwikkelingsplan (R.B. 12/07/18) ;

Gelet op het Gewestelijke Bestemmingsplan (R.B. 03/05/01) ;

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (R.B. 09/04/04) en meer bepaald het artikel 31 ;

Gelet op het Gemeentelijke Ontwikkelingsplan (R.B. 25/01/07) ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15/05/07 die de onnuttigheid van het overgaan tot een volledige of gedeeltelijke wijziging van het Gemeentelijke Ontwikkelingsplan beslist ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21/12/10 die het rapport over de follow-up van de belangrijke effecten van de inwerktreding van het plan goedkeurt ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18/06/13 die het rapport over de follow-up van de belangrijke effecten van de inwerktreding van het plan goedkeurt ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21/06/16 die het rapport over de follow-up van de belangrijke effecten van de inwerktreding van het plan goedkeurt ;

Overwegende dat de doelstellingen, de middelen en de maatregelen voorzien door het plan relevant blijven ;

Gelet op het rapport in bijlage ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het Schepencollege

BESLUIT

Artikel 1

Het rapport betreffende het Gemeentelijke Ontwikkelingsplan wordt goedgekeurd.

Artikel 2

De onnuttigheid van het overgaan tot een volledige of gedeeltelijke wijziging van het Gemeentelijke Ontwikkelingsplan wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Mr Jos Bertrand demande de vérifier certaines traductions (émissions de CO2 et des nuisances sonores « autohandel »)

De Heer Jos Bertrand vraagt om bepaalde vertalingen (emissie van CO2 en van de geluidshinder) te controleren.

Mobilité - Mobiliteit

26 Règlement d'administration intérieure - Journée sans voiture 2019.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 19 décembre 2018 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 22 septembre 2019 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRÊTE :

Article unique. L'accord conclu 19 décembre 2018 entre le bourgmestre de la commune de Watermael-Boitsfort et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Reglement van inwendig bestuur - Zonder auto mobiel in de stad 2019.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 19 december 2018 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 22 september 2019 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich

mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afraadend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT:

Enig artikel. Het akkoord dat op 19 december 2018 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente van Watermaal-Bosvoorde en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Culture - Cultuur

27 « Adviesraad Cultuur » - désignation des membres pour la période 2019-2024

Le Conseil communal,

Vu le Conseil communal du 21 octobre 2014 désignant les membres du "Adviesraad Cultuur";

Vu le Conseil communal du 16 septembre 2014 adoptant le règlement organique pour la constitution du « Adviesraad Cultuur » ;

En application de l'article 7 § 1 du susdit règlement concernant établissant la composition et la durée de 6 ans du « Adviesraad Cultuur » et que cette période est écoulée ;

En application de l'article 6 § 1 du susdit règlement organique le « Adviesraad Cultuur » est composé d'un maximum de 14 membres à répartir dans trois catégories ;

Sur proposition du Collège échevinal,

DECIDE

En application du règlement organique la composition du « Adviesraad Cultuur » est arrêtée comme suit :

1. Un nombre de représentants des associations culturelles déployant ses activités sur le territoire communal de Watermael-Boitsfort et qui travaille avec des volontaires : 4 personnes.

- Représentante du conseil d'administration de Femma, Madame Bérénice Leën ;
- Représentante du conseil d'administration de Femma, Madame Klaartje Ory ;
- Représentante du conseil d'administration de Vermeylenkring, Madame Mia Polet ;
- Représentant du conseil d'administration de Vermeylenkring, Monsieur Rik De Laet ;

2. Un nombre de représentants des associations culturelles déployant ses activités sur le territoire communal de Watermael-Boitsfort et qui travaille avec des professionnels : 7 personnes.

- Représentante de l'école Sint-Jozefschool, Madame Elsje Peeters, directrice pédagogique ;
- Représentante de l'école De Bloeiende Kerselaar, Madame Kristel Derdelinckx, directrice ;
- Représentante de l'école De Wemelweide, Monsieur Ronald Jozef Jansen, directeur.

Dans cette délégation deux places sont retenues pour la bibliothèque communale (un professionnel et un délégué du conseil de la bibliothèque) :

- Représentante du conseil de la bibliothèque, Madame Liesbeth Nysen;
- Représentante professionnelle de la POB Rozenberg, Madame Hilde Claes, bibliothécaire de la POB Rozenberg, en absence remplacée par Madame Klaar De Man, bibliothécaire de la POB Rozenberg ;

Et deux places au Gemeenschapscentrum WaBo (un professionnel et un délégué du conseil d'administration):

- Représentant du conseil d'administration du Gemeenschapscentrum WaBo, Monsieur Thomas Hoevenaeghel, président du conseil d'administration ;
- Représentant professionnel du Gemeenschapscentrum WaBo, Madame Lieve De Beir, Directrice du Gemeenschapscentrum WaBo ;

3. Un nombre d'experts culturels habitants dans la commune de Watermael-Boitsfort : 3 personnes.

- Lieve Neyens, artiste-photographe, avec une grande connaissance de la communication et représentation des artistes plastiques de la commune ;
- Christophe Calis, artiste-musicien, avec des contacts réguliers avec le Gemeenschapscentrum WaBo et d'autres artistes de la commune ;
- Steph Van Uytvanck, artiste-musicien, actif dans des conseils de jeunesse et culture dans sa résidence ultérieure et volontaire de contribuer au Lokaal Cultuurbeleid de Watermael-Boitsfort.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 21 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Eric Godart, Laura Squartini, Laurent Van Steensel.

Adviesraad Cultuur – aanwijzing van de leden voor de periode 2019-2024

De Gemeenteraad,

Gezien de Gemeenteraad van 21 oktober 2014 met betrekking tot het aanwijzen van de leden van de Adviesraad Cultuur;

Gezien de Gemeenteraad van 16 september 2014 met betrekking tot het aannemen van het organiek reglement voor de oprichting van een Adviesraad Cultuur ;

Gezien in toepassing van het artikel 7 §1 van voornoemde organiek reglement de Adviesraad Cultuur samenstelt (leden) en de duur voor een periode van 6 jaar vastlegt. En dat deze periode verstreken is ;

Gezien in toepassing van het artikel 6 § 1 van voornoemde organiek reglement de Adviesraad maximaal 14 leden telt en werden deze onderverdeeld over drie categorieën ;

Op voorstel van het Schepencollege,

BESLIST

In toepassing van het organiek reglement wordt de Adviesraad Cultuur als volgt samengesteld :

1. Aantal vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die een werking ontplooiën op het grondgebied van de gemeente Watermaal-Bosvoorde en werken met vrijwilligers : tot 4 personen :

- afgevaardigde uit de raad van bestuur Femma, Mevrouw Bérénice Leën;
- afgevaardigde uit de raad van bestuur Femma, Mevrouw Klaartje Ory;
- afgevaardigde uit de raad van bestuur van de Vermeylenkring, Mevrouw Mia Polet;
- afgevaardigde uit de raad van bestuur van de Vermeylenkring, Mijnheer Rik De Laet;

2. Aantal vertegenwoordigers van culturele organisaties en instellingen die een werking ontplooiën op het grondgebied van de gemeente Watermaal-Bosvoorde en werken met professionele beroepskrachten : tot 7 personen.

- vertegenwoordigster van de school Sint-Jozefschool, Mevrouw Elsie Peeters, pedagogisch directrice;
- vertegenwoordigster van de school De Bloeiende Kerselaar, Mevrouw Kristel Derdelinckx, directrice;
- vertegenwoordiger van de school de Wemelweide, Mijnheer Ronald Jozef Jansen, directeur.

Binnen deze afvaardiging worden er twee plaatsen voorzien voor de gemeentelijke bibliotheek (één professionele- en één afgevaardigde uit de bibliotheekraad) :

- afgevaardigde uit de bibliotheekraad, Mevrouw Liesbeth Nysen;
- professionele afgevaardigde van de POB Rozenberg, Mevrouw Hilde Claes, bibliothecaris van de POB Rozenberg, vervangen bij afwezigheid door Mevrouw Klaar De Man, bibliothecaris van de POB Rozenberg.

En worden er twee plaatsen voor het Gemeenschapscentrum WaBo (één professionele- en één afgevaardigde uit de bestuursraad):

- afgevaardigde uit de raad van bestuur van het Gemeenschapscentrum WaBo, Mijnheer Thomas Hoevenaeghel, voorzitter van de raad van bestuur;
- professionele afgevaardigde van het Gemeenschapscentrum WaBo, Mevrouw Lieve De Beir, directrice van het Gemeenschapscentrum WaBo.

3. Aantal inzake cultuur deskundige inwoners van de gemeente Watermaal-Bosvoorde : tot 3 personen :

- Lieve Neyens, kunstenaar-fotografe, met grote kennis van communicatie en vertegenwoordiger van de beeldende kunstenaars van de gemeente;
- Christophe Calis, kunstenaar-muzikant met regelmatige contacten met WaBo en andere kunstenaars van de gemeente;

- Steph Van Uytvanck, kunstenaar-muzikant, actief in jeugd en cultuur in zijn vorige woonplaats (lid van jeugdraad, cultuurraad), wil nu meewerken aan Lokaal Cultuurbeleid in Watermaal-Bosvoorde.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 21 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Godart, Laura Squartini, Laurent Van Steensel.

Mr Jos Bertrand remercie sincèrement Mr Daniel Soumillion pour les bons contacts qu'ils ont eus. Nous avons beaucoup de critiques sur la méthode de désignation des experts, sur le pacte et le manque de communication. Mr Bertrand remercie Mr Soumillion pour son honnêteté et sa façon de voir les choses. Mr Bertrand était prêt à s'abstenir pour ce point mais vu les interventions favorables, son groupe soutiendra ce point.

Mr Daniel Soumillion remercie pour son engagement l'ancien président.

De Heer Jos Bertrand bedankt oprecht de Heer Daniel Soumillion voor de goede contacten die zij hebben gehad. Wij hadden veel kritiek op de methode van aanduiding van de deskundigen, op het pact en gebrek aan het communicatie. De Heer Bertrand bedankt de Heer Soumillion voor zijn eerlijkheid en zijn wijze om de dingen te zien. De Heer Bertrand was bereid om zich voor dit punt te onthouden maar gezien de gunstige acties, zal zijn groep dit punt ondersteunen.

De Heer Daniel Soumillion bedankt de gewezen voorzitter voor zijn inzet.

Jan Verbeke quitte la séance / verlaat de zitting.

Secrétariat - Secretariaat

28 **Interpellation de M. Jos BERTRAND concernant l'utilisation de souffleuses de feuilles à moteur deux temps et leur remplacement par des souffleuses électriques**

Dans la presse il y a quelques semaines, des articles ont été publiés avec des informations assez choquantes sur les souffleuses de feuilles à moteur deux temps. Il en ressort que celles-ci sont, par unité, PLUS polluantes que les voitures, et qu'en termes de bruit, elles dépassent largement les normes de bruit.

Selon une étude américaine citée dans l'article, une heure de soufflage équivaut aux émissions de 1700 km parcourus par une voiture de type Toyota Camry !

Selon le Californian Air Resources Board cité dans l'article, d'ici 2020, ces appareils émettront dans cet État autant de substances génératrices d'ozone que les millions de voitures de cet État... Le niveau des émissions par appareil est donc très élevé !

Ceci s'explique techniquement par la combustion conjointe de l'huile et de l'essence qui sont brûlées sous forme de mélange.

Chez nous aussi, on peut en faire l'expérience très concrète : après une demi-heure de "traitement" d'un parc, un nuage bleuâtre qui sent l'essence carbonisée continue de flotter, et le son est celui d'une moto de course sans silencieux.

Cependant, il existe des souffleuses alternatives, respectueuses du climat et de l'environnement, équipées de moteurs électriques, et je pense savoir que certaines communes de Bruxelles et les équipes d'entretien de la Région les utilisent déjà.

Le Collège peut-il me dire si notre commune utilise ou possède des souffleuses à moteur deux temps aussi polluantes ? Le Collège est-il au courant de l'impact environnemental de ces appareils et de quelles

informations dispose-t-il ?

Quelles mesures le Collège a-t-il prises ou prendra-t-il le cas échéant pour remplacer les souffleuses à moteur deux temps ? Le Collège va-t-il, et peut-il le faire, déconseiller ou empêcher l'utilisation de ces souffleuses à deux temps par les sociétés de services ou par les équipes d'entretien qui opèrent sur notre territoire pour le compte de la Région ou d'entreprises privées (Bruxelles Environnement, STIB) ?

Réponse de Mme Cathy CLERBAUX

Merci Monsieur Bertrand pour votre question. Elle est très précise, et je ne peux pas répondre sur la question des souffleuses de feuilles à moteur thermique sans donner une perspective plus générale des efforts qui sont entrepris depuis plusieurs années par le Centre Technique en matière de préservation de l'environnement.

Les efforts pour économiser l'énergie et acquérir des outils moins polluants ont commencé il y a plusieurs années. Au centre technique le cadastre annuel tenu par le Service de l'Energie montre qu'en 12 ans la consommation d'électricité a baissé de moitié, et celle de gaz de plus de 70%. Ces bons résultats sont liés à la pose de panneaux solaires, au remplacement de l'éclairage et à la bonne gestion (électricité) et au remplacement de la chaudière, aux travaux sur les châssis et la toiture, et à des aménagements divers (gaz). Au niveau des outils, le parc des outils équipés de moteurs thermiques est en train d'être remplacé par des outils électriques, qui présentent le double avantage d'être moins bruyants et moins polluants. L'an passé 15000 euros au budget extraordinaire ont été consacrés à l'achat d'une tondeuse électrique, à l'achat de tailles-haies et de souffleuses électriques (et le même budget est prévu en 2019). Le service dispose maintenant de 2 souffleurs électriques et 3 taille-haies électriques et une tondeuse électrique (sur batterie), qui sont utilisés principalement dans les crèches et les écoles. Il faut noter que ce nouveau matériel exige une adaptation du personnel communal (utilisation différente, rechargement des batteries). Je vous confirme qu'il n'y a plus d'achat d'équipements avec des moteurs thermiques sauf si l'équivalence avec un moteur électrique n'existe pas. On ne répare pas le matériel existant, on attend qu'il soit obsolète pour le remplacer. Il faut savoir qu'il y a très peu de marques qui proposent des alternatives électriques. Il faut noter également que le coût de ce matériel à l'achat est en général plus élevé. Il faudrait bien sûr calculer le coût total en y incluant le coût environnemental. En ce qui concerne les parcs communaux gérés par Bruxelles Environnement, un responsable nous a répondu que la flotte est progressivement changée également et que les souffleurs électriques remplacent maintenant les souffleurs thermiques au fur et à mesure du déclassement de l'outillage lorsqu'un matériel équivalent est disponible sur le marché. Les sous-traitants utilisent encore des souffleurs thermiques et Bruxelles Environnement envisage de modifier le cahier des charges à venir pour progresser vers du matériel électrique. En résumé, à la fois le centre technique, Bruxelles Environnement et le collège échevinal restent très attentifs à la fois sur le plan de la pollution que sur celui du bruit.

Mr Casier rappelle qu'en optant pour des moteurs électriques, on déplace le problème du lieu de pollution au point de production de l'électricité et du lieu de production des batteries.

Interpellatie van Dhr Jos BERTRAND betreffend het gebruik van vervuilende bladblazers op tweetakmotoren en de vervanging ervan door elektrische bladblazers

In de pers verschenen enkele weken geleden, artikels met toch wel schokkende info over de bladblazers op tweetakmotor. Hieruit blijkt dat dezen, per eenheid MEER vervuilend zijn dan auto's, en dat die qua geluid, de geluidsnormen VER overschrijden.

Volgens een Amerikaanse studie in het artikel staat een uur blazen gelijk aan de emissies van 1700 km rijden met een auto van het type Toyota Camry !

Volgens de in het artikel geciteerde Californische Air Resources Board zullen die toestellen tegen 2020 in die staat evenveel ozon-veroorzakende stoffen uitstoten als de miljoenen auto's in die staat, ...zo hoog ligt het emissieniveau per apparaat!

Dit valt technisch te verklaren door de gezamenlijke ontbranding van olie en van benzine die als mengsel worden verbrand.

Ook bij ons kan men dit heel concreet ondervinden: na een halfuurtje “behandeling” van een park, blijft een blauwige walm hangen die stinkt naar slecht verbrande benzine, en het geluid is dat van een racende brommer zonder knalpot.

Nochtans bestaan er klimaat en milieuvriendelijke alternatieve bladblazers met motoren die op elektriciteit zijn aangedreven en ik meen te weten dat bepaalde Brusselse gemeenten en de onderhoudsploegen van het gewest deze reeds gebruiken.

Mag ik van het college weten of onze gemeente zulke vervuilende tweetakt bladblazers in gebruik of in eigendom heeft. Is het college op de hoogte van de milieulast die deze toestellen veroorzaken en over welke informatie beschikt ze dan wel?

Welke maatregelen heeft het college genomen of zal het college nemen om – indien dit het geval is – de tweetakt aangedreven bladblazers te vervangen? Zal en kan het college het gebruik van deze tweetakt bladblazers door dienstverlenende bedrijven of door onderhoudsploegen die voor het gewest of privéfirma's op ons grondgebied optreden (Brussel leefmilieu, MIVB), ontraden of tegengaan?

Antwoord van Mevrouw Cathy CLERBAUX

Bedankt Mijnheer Bertrand voor uw vraag. Zij is zeer nauwkeurig, en ik kan niet op deze vraag van de bladblazers met thermische motor niet beantwoorden zonder een algemener perspectief te geven van de inspanningen die sinds verschillende jaren door het Technische Centrum worden verricht inzake bescherming van het milieu.

De inspanningen om de energie te besparen en minder verontreinigende werktuigen aan te kopen zijn sedert verschillende jaren begonnen. In het technische centrum toont het jaarlijkse kadaster door de Dienst Energie gehouden aan, dat in 12 jaar het elektriciteitsverbruik met helft is gedaald, en dat van gas met meer dan 70%. Deze goede resultaten houden verband met de plaatsing van zonnepanelen, de vervanging van de verlichting en het goede beleid (elektriciteit) en de vervanging van de verwarmingsketel, de werkzaamheden betreffende raamwerk en het dak, en verschillende aanpassingen (gas).

Op het niveau van de werktuigen, is het werktuigenpark uitgerust met thermische motoren, bezig om door elektrische werktuigen vervangen te worden, die het dubbele voordeel bieden om minder luidruchtig en verontreinigend te zijn. Het vorige jaar werd 15000 euro op de buitengewone begroting besteed aan de aankoop van een elektrische maaimachine, een haagsnoeier en elektrische bladblazers (en dezelfde begroting is voorzien in 2019). De dienst beschikt nu over 2 elektrische blazers en 3 haagsnoeiers en een elektrische maaimachine (op batterij), die hoofdzakelijk bij de crèches en de scholen worden gebruikt. Men mag niet vergeten dat dit nieuwe materiaal een aanpassing vraagt van het gemeentepersoneel (verschillend gebruik, opladen van de batterijen). Ik bevestig u dat er geen aankoop meer is van uitrustingen met thermische motoren, behalve als de gelijkwaardigheid met een elektrische motor niet bestaat. Men herstelt het bestaande materiaal niet, men wacht op de veroudering om het te vervangen. Men moet ook weten dat er zeer weinig merken zijn die elektrische alternatieven voorstellen. Men moet eveneens opmerken dat de kosten van dit materiaal aan de aankoop in het algemeen hoger zijn. Men zou natuurlijk de totale kosten moeten berekenen door er de milieukosten in te sluiten. Wat de gemeenteparken betreft die door Brussel Milieu worden beheerd, heeft een verantwoordelijke ons geantwoord dat de vloot eveneens geleidelijk wordt veranderd en dat de elektrische blazers nu de thermische blazers naargelang het declasseren van de werktuigen vervangen wanneer een gelijkwaardig materiaal beschikbaar is op de markt. De onderaannemers gebruiken nog thermische blazers en Brussel Milieu overweegt om de komende lastenboek te wijzigen om naar elektrisch materiaal te gaan. Samengevat zowel het technische centrum, Brussel Milieu als het schepen college blijft zeer oplettend zowel op gebied van de verontreiniging als op die van de geluidshinder.

De Heer Casier herinnert eraan dat door voor elektrische motoren te opteren, men het probleem van de verontreinigingsplaats naar het punt van elektriciteit productie en de plaats van productie van de batterijen verplaatst.

29 **Interpellation de Mme Florence LEPOIVRE concernant l'exigence du permis B dans les offres d'emploi de la commune**

Le 4 juin, la commune publiait sur son site une offre d'emploi pour « un.e collaborateur.rice administratif.ve Niveau C » pour la Régie Foncière communale.

Dans cette offre d'emploi, dans la rubrique « titres et/ou expériences requises », outre le diplôme de CESS et le casier judiciaire vierge, il est mentionné le permis de conduire B.

Bien sûr, la personne qui sera recrutée pour cette fonction devra, entre autres, visiter les logements de la régie foncière et donc effectuer des déplacements. Toutefois, ces déplacements auront lieu sur le territoire de la commune et pourraient donc parfaitement se faire via d'autres moyens que la voiture, et ce même sans aucune perte de temps (vélo, trottinettes, etc.).

Il s'agit ici d'un exemple d'offre d'emplois, parmi d'autres, où le permis B est repris comme exigence.

Or, les temps ont changé : de moins en moins de personnes à Bruxelles ont un permis de conduire, certainement parmi les jeunes. Imposer le permis de conduire B pour une offre d'emploi qui ne le nécessite pas revient donc à empêcher certaines personnes, et particulièrement des jeunes, de postuler pour un emploi dans notre commune.

Par ailleurs, le fait que de moins en moins de Bruxellois passent leur permis est une évolution positive, que nous devons soutenir dans les faits, à tous les niveaux de pouvoir, pour des raisons environnementales évidemment, mais aussi pour des raisons sociales, économiques et de mobilité.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Pourquoi exigez-vous un permis B pour cette fonction et plus largement pour d'autres fonctions dans la commune ?
- Seriez-vous prêt à réserver cette exigence uniquement à des fonctions où elle est réellement indispensable (ex : conducteur du bus scolaire) ?

Je vous remercie de vos réponses.

Réponse de Mr Olivier DELEUZE

« Pourquoi cette exigence pour cette fonction ?

- Cela est dû aux nombreux déplacements pour les visites d'appartement et le gain de temps à utiliser le véhicule de service.
- Plusieurs missions peuvent se dérouler en dehors du territoire communal.
- Lors des différentes missions le transport de fournitures encombrantes est parfois nécessaire.

Afin d'ouvrir nos offres d'emploi au plus grand nombre, nous attachons une réelle importance à ne pas exiger des compétences inutiles.

Par exemple nos offres actuelles publiées sur le site pour les 2 postes d'assitant.es social.es, celui d'infirmier.ère, directeur.trice et de professeur de photographie ne nécessitent pas le permis B.

Pour conduire un bus scolaire il faut un permis spécial (permis D) ».

Interpellatie van Mw Florence LEPOIVRE met betrekking tot het vereiste van een rijbewijs B in de vacatures van de gemeente

Op 4 juni publiceerde de gemeente op haar website een vacature voor "een administratief medewerk(st)er niveau C" voor het Gemeentelijk Grondbedrijf.

In dit werkaanbod wordt onder het kopje "vereiste kwalificaties en/of ervaring", naast het CESS diploma en een schoon strafblad, het rijbewijs B vermeld.

Uiteraard zal de persoon die voor deze functie zal worden aangeworven, onder meer de woningen van het Grondbedrijf moeten bezoeken en dus reizen. Deze reizen zullen echter op het grondgebied van de gemeente plaatsvinden en kunnen dus ook zonder tijdverlies met andere middelen dan de auto (fiets, scooter, enz.) worden gemaakt.

Dit is een voorbeeld van een werkaanbod, waarbij onder andere de B-rijbewijs als vereiste wordt gebruikt. De tijden zijn echter veranderd: steeds minder mensen in Brussel hebben een rijbewijs, zeker onder jongeren. Het opleggen van een B-rijbewijs voor een werkaanbod waarvoor dit niet nodig is, komt er dus op neer dat bepaalde mensen, en met name jongeren, worden verhinderd om te solliciteren naar een baan in onze gemeente.

Bovendien is het feit dat steeds minder Brusselaars hun rijbewijs halen een positieve ontwikkeling, die we in de praktijk moeten ondersteunen op alle bestuursniveaus, uiteraard om milieuredenen, maar ook om sociale, economische en mobiliteitsredenen.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Waarom heeft u een B-rijbewijs nodig voor deze functie en meer in het algemeen voor andere functies in de gemeente?
- Zou u bereid zijn om deze eis alleen te reserveren voor functies waar het echt noodzakelijk is (bijv. schoolbuschauffeur)?

Dank u voor uw antwoorden.

Antwoord van de Heer Olivier DELEUZE

« Waarom deze eis voor deze functie ?

- Dat is te wijten aan de talrijke verplaatsingen voor de appartement bezoeken en de tijdswinst bij het gebruik van de dienstwagen.
- Verschillende taken kunnen buiten het gemeentegebied plaatsvinden.
- Bij de verschillende taken is het vervoer van hinderlijke benodigdheden soms noodzakelijk.

Teneinde onze werkaanbiedingen voor het grootste aantal toegankelijk te maken, hechten wij een reëel belang om geen nutteloze bevoegdheden te eisen.

Bijvoorbeeld vereist ons huidige aanbod dat op de site wordt gepubliceerd voor de 2 posten van maatschappelijk(e) assistent(e), die van verpleger (ster), directeur(trice) en leraar van fotografie het rijbewijs B niet.

Om een schoolbus te besturen is er een speciaal rijbewijs D nodig ».

Vous n'êtes pas sans savoir que La libre Belgique, en date du 23 mai 2019, publiait un article annonçant que le projet de reconversion de l'église Saint-Hubert avançait et que celui-ci semblait avoir rencontré les remarques émises lors de la Commission de Concertation.

Dans ce contexte, pourriez-vous nous indiquer la situation de ce dossier dans son parcours administratif et le rôle que la commune joue dans ce dossier tant auprès du promoteur qu'auprès des riverains qui sont dans l'attente d'informations sur l'évolution de ce dossier ? Quels sont les délais administratifs prévus, à ce stade, pour ce dossier ?

Réponse de Mr Benoît Thielemans

Monsieur le Conseiller,

Effectivement, le projet de reconversion de l'église Saint Hubert a été retravaillé de manière à rencontrer les remarques émises lors de la Commission de Concertation.

L'étude de mobilité s'est fait quelque peu attendre et a été intégrée dans le rapport d'incidences environnementales. Les plans ont été copiés et signés. La demande d'avis des pompiers a été déposée le 19 juin 2019. Les plans modificatifs seront déposés sous peu.

A l'égard de l'acquéreur, le rôle de la Commune est celui du vendeur dans le cadre d'un compromis de vente signé le 21 décembre 2016. Elle est particulièrement attentive aux conditions particulières convenues entre parties notamment la conservation globale de l'église, la compatibilité du projet avec le quartier, l'affectation principale en logements et secondaire en activités d'intérêt collectif, la connaissance du décret de désacralisation.

A l'égard des riverains, la Commune est chargée d'organiser les mesures particulières de publicité (enquête publique, commission de concertation) et elle émet un avis se basant sur les remarques formulées lors de l'enquête publique. Il est important de rappeler que c'est bien la Région et non la Commune qui instruit le dossier et à qui il reviendra in fine de prendre la décision d'octroyer ou non le PU.

Concernant les délais administratifs :

Au niveau du compromis de vente, *la condition suspensive de l'obtention du permis d'urbanisme (exécutoire et libre de tout recours) envisagé doit se réaliser au plus tard 36 (trente-six) mois à dater de l'avis de dossier complet du permis d'urbanisme introduit.*

Ce délai peut être prolongé de commun accord, pour autant que le prolongement de la procédure de permis ne soit pas imputable à l'acquéreur.

L'avis de dossier complet de la première demande de PU datant du 25 avril 2018, le permis d'Urbanisme devrait être obtenu pour le 25 avril 2021.

Au niveau de la demande de PU, dans le cadre législatif actuel, il n'y a pas de délai pour introduire des plans modificatifs; lorsque le dossier sera jugé complet par l'administration régionale de l'Urbanisme, la Commune sera chargée d'organiser une nouvelle enquête publique qui permettra aux riverains de s'exprimer.

Mondelinge vraag van de Heer Martin Casier betreffende het reconversieproject van de Sint-Hubertuskerk.

Zoals u weet, heeft La Libre Belgique op 23 mei 2019 een artikel gepubliceerd waarin wordt aangekondigd dat het project voor de verbouwing van de Sint-Hubertuskerk vordert en dat het lijkt te beantwoorden aan de opmerkingen die tijdens de overlegcommissie zijn gemaakt.

Kunt u ons in dit verband vertellen wat de stand van zaken is met betrekking tot dit dossier in zijn administratieve traject en de rol die de gemeente in dit dossier speelt, zowel bij de ontwikkelaar als bij de bewoners die op informatie over de voortgang van dit dossier wachten? Wat zijn de verwachte administratieve vertragingen in dit stadium voor dit dossier?

Antwoord van de Heer Benoît Thielemans

Geacht Raadslid,

Inderdaad, het reconversie project inzake de Sint Hubertkerk werd herwerkt teneinde de opmerkingen tegemoet te komen, gemaakt door de Commissie van Overleg.

De studie van mobiliteit heeft enigszins op zich laten wachten en werd in het verslag van milieuweerslagen geïntegreerd. De plannen werden gekopieerd en ondertekend. Het verzoek om advies van de brandweer werd op 19 juni 2019 afgegeven. De gewijzigde plannen zullen binnenkort ingediend worden.

Ten opzichte van de koper, is de rol van de Gemeente die van verkoper in verband met een ondertekend verkoop compromis op 21 december 2016. Zij is bijzonder attent op de bijzondere voorwaarden die tussen partijen werden overeengekomen, met name het globale behoud van de kerk, de verenigbaarheid van het project met de wijk, de hoofdbestemming in huisvestingen en sector van collectief belang, de kennis van het besluit van ontheiliging.

Ten opzichte van de buurtbewoners, wordt de Gemeente verzocht de bijzondere maatregelen van reclame (openbaar onderzoek, commissie van overleg) te organiseren en zij brengt een advies uit dat gebaseerd is op de opmerkingen die bij het openbare onderzoek worden gemaakt. Het is belangrijk om eraan te herinneren dat het wel de Regio en niet de Gemeente is die het dossier instrueert en aan wie het zal toekomen in fine om de beslissing te nemen om de BV toe te staan of niet.

Betreffende de administratieve termijnen:

Op het niveau van het verkoop compromis, *moet de overwogen opschortende voorwaarde voor het verkrijgen van de vergunning stedenbouwkunde (uitvoerbaar en vrij van elk beroep) uiterlijk 36 (zesendertig) maanden vanaf het advies van volledig dossier van de ingevoerde vergunning van stedenbouwkunde gebeuren.*

Deze termijn kan voor gemeenschappelijke overeenkomst verlengd worden, voor zover de verlenging van de procedure van vergunningen niet toe te schrijven is aan de koper.

Het advies van volledig dossier van de eerste BV aanvraag die van 25 april 2018 dateert, zou de vergunning van Stedenbouwkunde tegen 25 april 2021 moeten verkregen zijn.

Op het niveau van de BV aanvraag, in het huidige wetgevende kader, is er geen termijn om plannen ter wijziging in te voeren; wanneer het dossier volledig zal geacht worden door het regionale bestuur van Stedenbouwkunde, zal de Gemeente belast worden met de organisatie van een nieuw openbaar onderzoek dat de bewoners het mogelijk zal maken om zich uit te spreken.

31 Question d'actualité de Mme Florence Lepoivre.

La Région de Bruxelles-Capitale est touchée cette semaine comme l'ensemble de la Belgique par la canicule. Certaines communes comme la Ville de Bruxelles, Anderlecht ou Koekelberg ont déclenché leur plan canicule. Ainsi le plan canicule de la Ville de Bruxelles prévoit de soutenir les personnes les plus isolées, les aînés, les enfants, les personnes malades etc. toute personne en situation de précarité ou de dépendance peut s'inscrire ou se faire inscrire via un numéro de téléphone gratuit afin de bénéficier des services liés au plan. A Koekelberg, la commune et le CPAS activent un numéro vert gratuit et mettent en

place plusieurs services : une salle de repos aménagée au CPAS, la distribution de bouteilles d'eau sur la place communale de lundi à vendredi, de l'eau dans tous les bâtiments publics locaux ou encore un service de navette pour conduire les habitants à la salle de repos. En regardant le site de la commune cet après-midi, j'ai constaté que vous avez enfin activé le plan canicule le 25/09/2019. Toutefois ce plan ne consiste qu'en quelques conseils bien sûr utiles et à la communication d'un numéro de téléphone (non vert par ailleurs) pour recevoir les conseils du CPAS. Le plan canicule de la commune de Watermael-Boitsfort activé ce jour me semble donc bien mince. Ne faut-il pas prévoir des actions préventives comme la mise à disposition d'eau ou la possibilité pour les personnes isolées ou qui devraient souffrir de la canicule comme les personnes âgées de s'inscrire pour bénéficier de certains services et ne pourriez-vous pas prévoir des espaces aménagés pour les personnes précarisées afin qu'elles puissent avoir un abri pendant les pics de chaleur ? Je vous remercie.

Réponse de Mr David Leisterh : « Le numéro de téléphone mentionné arrive au CPAS qui relaye à l'asbl Vivre Chez Soi pour prévoir des distributions d'eau. En effet, il n'y a pas de local à disposition, on pourrait utiliser celui prévu pour le plan « grand froid » au Stade des Trois Tilleuls.

Intervention de Mr Deleuze : La police nous signale la présence de personnes sans abri qui devraient être secourues (hivers et été) et on pourrait soit utiliser le local d'urgence soit le local « grand froid » au Stade pour les abriter.

Madame Lepoivre indique que l'asbl Vivre Chez Soi s'occupe des personnes âgées mais qu'il y a aussi des personnes précarisées non âgées.

Réponse de Mr David Leisterh : « Dans ce cas, c'est le CPAS qui prend en charge ».

Actualiteitsvraag van Mw Florence Lepoivre.

De Regio Brussel-Hoofdstad is deze week zoals de rest van België door een warmtegolf getroffen. Bepaalde gemeenten zoals de Brussel Stad, Anderlecht of Koekelberg hebben hun warmtegolf plan op gang gebracht. Aldus overweegt het warmtegolf plan van Brussel Stad om de meest geïsoleerde personen, oudere, de kinderen te ondersteunen, de zieke personen enz... iedere persoon in situatie van onzekerheid of afhankelijkheid kan zich laten inschrijven via een gratis telefoon nummer teneinde van de diensten te genieten in verband met het plan. In Koekelberg, activeren de gemeente en OCMW een gratis groen nummer en voorzien verschillende diensten: een rustzaal wordt ingericht in het OCMW, de verdeling van flessen water op de gemeenteplaats van maandag tot vrijdag, van water in alle plaatselijke openbare gebouwen of nog een pendeldienst om de inwoners naar de rustzaal te brengen. Door de site van de gemeente te bekijken vanmiddag, heb ik vastgesteld dat u tenslotte het warmtegolf plan 25/09/2019 hebt geactiveerd. Echter bestaat dit plan slechts uit enkele nuttige adviezen natuurlijk, en uit de communicatie van een telefoonnummer (niet- groen voorts) om adviezen van het OCMW te ontvangen. Het vandaag geactiveerde warmtegolf plan van de gemeente Watermaal-Bosvoorde lijkt me dus zeer gering. Moet men geen preventieve acties voorzien zoals het beschikbaar stellen van water of de mogelijkheid voor de geïsoleerde personen of deze die onder de warmtegolf zouden lijden zoals de vijfenzestigplussers om zich in te schrijven om van bepaalde diensten te kunnen genieten en ruimtes te voorzien voor de in gevaar gebrachte personen worden ingericht, opdat zij een schuilplaats zouden hebben gedurende de hitte pieken? Ik bedank u.

Antwoord van de Heer David Leisterh: « Het vermelde telefoonnummer komt bij het OCMW die doorgeeft aan de VZW Vivre Chez Soi om water verdelingen te voorzien. Effectief er is geen lokaal ter beschikking, men zou dat kunnen gebruiken voorzien voor het plan « grote kou » in het Stadium van de Drie Linden.

Tussenkoms van de Heer Deleuze: De politie meldt ons de aanwezigheid van dakloze personen die geholpen zouden moeten worden (de winter en de zomer) en men zou het urgentie lokaal kunnen gebruiken ofwel het lokaal « grote kou » in het Stadium om ze te beschermen.

Mevrouw Lepoivre deelt mede dat VZW Vivre Chez Soi zich om de vijfenzestigplussers bekommert

maar dat er eveneens niet- oude kwetsbare personen zijn.

Antwoord van de Heer David Leisterh: « In dit geval, is het OCMW die ze voor zijn rekening neemt ».

32 **Question d'actualité de Mr Jos Bertrand.**

Mr Bertrand a constaté la présence de deux biches blessées au Parc de la Héronnière.

Mme Odile Bury répond qu'il s'agit d'une question qui lui est posée très souvent parce que les habitants sont très attentifs à la santé des daims. Elle a pris contact avec Bruxelles Environnement et avec le vétérinaire qui les traite. Les daims sont en fin de vie et le choix a été fait il y a plusieurs mois de les laisser sur le site. Leur état de santé se dégrade. Ils ont un problème d'ongles mais une intervention aggraverait leur état de santé voir les mettrait en danger. La situation est contrôlée hebdomadairement par le vétérinaire.

Actualiteitsvraag van de heer Jos Bertrand.

Actualiteit vraag van de Heer Jos Bertrand

De Heer Bertrand heeft de aanwezigheid van twee gewonde hinden aan het Park van La Héronnière vastgesteld.

Mevrouw Odile Bury antwoordt dat het om een vraag gaat die zeer vaak wordt gesteld omdat de inwoners voor de gezondheid van het hinden veel aandacht hebben. Zij heeft contact opgenomen met Brussel Milieu en de dierenarts die ze behandelt. De hinden zijn aan het eind van het leven en de keus werd verschillende maanden geleden gemaakt om ze op de site te laten. Hun gezondheidstoestand wordt erger. Zij hebben een nagels probleem maar een tussenkomst zou hun gezondheidstoestand verergeren en ze in gevaar brengen. De situatie wordt wekelijks door de dierenarts gecontroleerd.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Etienne Tihon

Cécile Van Hecke